

VertraulichNATIONALRAT

Kommission für auswärtige
Angelegenheiten

3003 Bern, Juni 1990

HAUPTPROTOKOLL

der Sitzung vom Montag, 28. Mai 1990 und Dienstag,
29. Mai 1990, 16.00 - 19.35 h und 08.00 - 12.10 h,
in Bern, Parlamentsgebäude, Zimmer 87

TAGESORDNUNG

1. Information des Bundesrates über Europapolitik
Information du Conseil fédéral sur la politique
de l'Europe
2. Europarat
 - 2.1 90.010 ns Bericht des Bundesrates
 - 2.2 90.013 ns Bericht der Schweizer Parlamen-
tarier Delegation
 - 2.1 90.010 né Rapport du Conseil fédéral
 - 2.2 90.013 né Rapport de la délégation
parlementaire suisse
3. Engagements der Kommission im Ausland. Antrag
Bircher; Programmwurf
Engagements de la Commission à l'Etranger:
Proposition Bircher; Programme provisoire
(Teilprotokoll 1 - procès-verbal particulier 1)
4. 90.018 s Technische Zusammenarbeit und Finanz-
hilfe (Eintretensdebatte)
90.018 é Coopération technique et aide
financière (Débat d'entrée en matière)
(Teilprotokoll 2 - procès-verbal particulier 2)
5. 90.252 Petition betreffend Kürzung der Ent-
wicklungshilfegelder (ECO-POP)
90.252 Pétition concernant la réduction des
crédits accordés pour l'aide au
développement (ECO-POP)
(Teilprotokoll 2 - procès-verbal particulier 2)
6. Bericht der Kommission über die Pa.Iv.
Südafrika. Genehmigung
Rapport de la Commission sur l'initiative
parlementaire concernant l'Afrique du Sud.
Approbation
(Teilprotokoll 3 - procès-verbal particulier 3)
7. Verschiedenes
Divers
(Teilprotokoll 3 - procès-verbal particulier 3)

- 2 -

TEILNEHMER

Präsident: BundiAnwesende Mitglieder:

Auer, Bär, Bäumlin, Bircher, Burckhardt, Cevey,
Dietrich, Euler, Frey Walter, Grassi, Grendelmeier,
Petitpierre, Portmann, Rohrbasser, Rychen,
Segmüller, Segond, Wyss Paul, Zbinden Paul, Ziegler

Entschuldigt

28.5.90 : H. Loretan

29.5.90 : HH. Loretan, Portmann, Wyss Paul,
Zbinden Paul, ZieglerWeitere Teilnehmer:

H. Bundesrat Felber, Vorsteher EDA
H. Schaller, Generalsekretär
H. Botschafter Krafft
H. Salamin, Integrationsbüro EDA/EVD
H. Ziswiler, Informationschef EDA
H. Botschafter Moret
H. P. de Cocatrix, EDA
H. Boillat, EJPD

Sekretariat: H. MagninProtokoll: Frau Stauffer (d), Frau Baessler (f)

Der Präsident eröffnet die Sitzung. Für Traktandum 1 und 2 wird Herr Petitpierre zum Kommissionssprecher welscher Zunge gewählt und für die übrigen Traktanden Herr Grassi.

Objet 1 : Information du Conseil fédéral sur la politique de l'Europe.

M. Felber, Conseiller fédéral : Mes collaborateurs compléteront mon exposé sur les points plus techniques.

En ce qui concerne les négociations futures, conformément à la décision ministérielle CEE/AELE du 9.12.89, nous avons immédiatement entrepris des négociations exploratoires qui se sont terminées le 20 mars dernier. Pendant cette période, nos représentants ont participé à quelque 90 séances. Il s'agissait, pour les pays de l'AELE, en commun accord avec la CEE, de déterminer la substance de la future négociation sur l'Espace économique européen (EEE), c'est-à-dire de l'acquis communautaire pertinent. La question est d'entrer en matière sur l'inscription, dans cet accord, des dispositions concernant les 4 libertés issues de l'Acte unique européen : liberté de circulation des biens, des personnes, des capitaux et des services. Il s'agit aussi d'inscrire les politiques d'accompagnement, importantes pour notre pays à cause des problèmes qu'elles soulèvent, dont l'éducation, la formation professionnelle, les transports et l'environnement.

Certains chapitres ne seront pas encore réglés par le truchement de cet accord, comme celui de l'agriculture. Pour tous les autres domaines, l'AELE a accepté d'entrer en matière en faisant valoir qu'au moment de la négociation proprement dite, elle devrait fixer un certain nombre d'exceptions propres à chacun des pays de l'AELE. Evidemment, il faudra limiter le nombre de ces exceptions. Dans le cas de notre pays, nous demanderons des exceptions de type permanent, par exemple en matière de libre circulation des personnes : nous demandons que le Conseil fédéral soit autorisé à poursuivre la politique traditionnelle de plafonnement du nombre d'étrangers dans notre pays. Cela se justifie par le fait que le nombre d'étrangers résidents par rapport à la population résidente suisse est d'environ 13 %, la moyenne étant de 4% dans les pays de la CE. Il y aura peut-être d'autres exceptions permanentes - pensez au libre accès à la propriété - la lex Friedrich - qui peut poser des problèmes particuliers. Monsieur Salamin évoquera d'autres exceptions possibles.

Il y aura des exceptions à durée limitée qui permettront aux pays de l'AELE de demander un délai afin de modifier leur législation en fonction du droit communautaire pertinent. Nous partons du point de vue qu'il a fallu 30 ans à la CEE pour établir ce droit et que chaque nouveau pays membre connaît une période transitoire d'adaptation du droit communautaire au droit national. Nous négocierons d'autres exceptions visant à ne pas amoindrir la qualité des dispositions du droit helvétique, comme dans le cas de la protection de l'environnement, où nous nous référons au précédent du Danemark, qui a réussi à maintenir ses propres normes plus sévères.

Mis à part la négociation sur la substance, le deuxième chapitre - difficile - concerne les institutions propres à l'EEE. La Suisse demande de participer à la décision. L'on constate en effet que le droit communautaire est évolutif et qu'une fois accepté sous forme transposée dans notre droit national, une modification de ce droit décidée par la CE pourrait nous forcer à nous y plier sans participer à son élaboration et sans prendre de décision. Cet élément de la négocia-

tion est très important et notre demande portera ses effets après que l'accord sur l'EEE aura été ratifié par le Parlement, puis par le peuple suisse. C'est en effet à partir de la ratification que les modifications des clauses du droit européen nous intéressent et c'est à ce stade que nous craignons une satellisation en cas de modifications sans notre participation. M. l'ambassadeur Krafft vous apportera des précisions à ce sujet.

Les négociations vont s'ouvrir après la remise à la Commission des communautés, par le conseil des ministres, de son mandat de négociation. La décision à ce sujet sera prise le 18 juin prochain. Le Conseil fédéral met la dernière main au mandat de négociation indiquant à nos négociateurs les limites à ne pas dépasser (libre circulation des personnes, loi sur les cartels etc..). Le calendrier n'est pas définitivement fixé mais nous espérons avoir terminé les négociations pour le premier trimestre 1991. Le but est que le Conseil fédéral puisse apprécier l'intérêt du projet d'accord afin d'en saisir le Parlement si possible avant la fin de 1991, puis le peuple avant la fin de 1992. Cet accord pourrait alors entrer en vigueur en même temps que le l'Acte unique européen en janvier 1993. Soulignons qu'il s'agit là de supputations de notre part, et que nous sommes conscients des risques courus : satellisation, refus par la CE de certaines exceptions, position dure du Parlement européen lors de la ratification du futur accord - M. Willy De Clercq notamment, a fait part de son intention de ne pas le ratifier parce que le Parlement européen avait été tenu à l'écart des discussions exploratoires -.

A travers le DFJP, nous procédons déjà à une analyse comparative des droits communautaire et helvétique. Quel qu'en soit le résultat, cette analyse sera utile puisqu'elle nous permettra de mesurer les particularités de notre droit par rapport au droit européen.

La politique d'information se traduit par l'engagement de deux chargés de presse - dont M. Ziswiler ici présent - au Bureau de l'intégration. Un journaliste de la radio suisse romande, M. Seydoux, lui apportera son concours. Ces deux personnes seront chargées des contacts permanents avec la presse et le public.

En ce qui concerne les cantons, nous avons eu une rencontre du groupe de contact présidée par M. Koller, président de la Confédération, accompagné de M. Delamuraz, conseiller fédéral et moi-même. Un certain nombre de propositions ont été discutées et acceptées. En principe, les cantons vont désigner chacun un fonctionnaire responsable de la liaison entre le Bureau de l'intégration et le gouvernement cantonal, et ils seront saisis systématiquement de toutes les questions traitées. La Fondation pour la coopération confédérale sera plus amplement chargée d'analyser le droit cantonal.

Pour revenir à l'information, notons que nous avons organisé deux séminaires de presse, l'un en allemand à Lucerne, l'autre en français à Lausanne sur l'ensemble des problèmes techniques qui se posent à notre pays. Ces séminaires ont rencontré un très grand succès. Quant au Parlement, il est informé régulièrement dans les commissions. Nous comptons en outre présenter un rapport intermédiaire au Parlement qui sera achevé incessamment.

La perspective de l'adhésion présente des difficultés évidentes. On annonce d'un côté qu'il n'est pas question d'accepter de nouvelles adhésions alors que de l'autre côté, parmi la quasi totalité des ministres, l'on ressent une plus grande compréhension à l'égard de notre cas et une volonté d'aboutir, de manière à fortifier le bloc occidental face à l'Europe de l'Est. Chacun est maintenant persuadé qu'il faut constituer un bloc solide, y compris pour venir en aide à ces pays. D'autre part, la plupart de nos collègues des affaires étrangères sont persuadés que la meilleure solution serait l'adhésion et qu'il faut faire avancer le dossier. Il n'empêche que nous procédons à une analyse des conséquences d'une non-adhésion, et nous voyons qu'à long terme, nous serions obligés, pour être un interlocuteur valable, d'adopter de notre propre chef une série de dispositions identiques à celles du droit communautaire. Nous serions satellisés sans le savoir pour pouvoir continuer le dialogue.

Dernière information : l'Italie prendra la présidence de la CEE à partir de juillet prochain alors que la Suisse présidera l'AELE. J'estime que c'est une chance de rapprocher les points de vue, l'Italie souhaitant terminer cette négociation avant la fin de cette année. Vraisemblablement, nous n'y parviendrons pas, et l'idée a déjà été lancée de façon informelle de ne retenir dans un premier temps que les éléments approuvés. Nous avons là la preuve d'une volonté d'aboutir qui est encourageante.

M. Krafft, ambassadeur : J'ajouterai quelques renseignements juridiques et institutionnels à ce que M. Felber, Conseiller fédéral vient de dire.

Il se pose deux types de problèmes : entre pays membres de l'AELE et avec la Commission des communautés.

En premier lieu, il y a les problèmes liés au fait que l'EEE est un traité international dans lequel on va intégrer une partie de l'acquis communautaire lié aux 4 libertés et aux politiques d'accompagnement. Il s'agit de savoir comment intégrer dans l'ordre juridique suisse, par le biais d'un traité international, les dispositions qui ont été identifiées en commun avec la CE. Notons que nous avons identifié plus d'un millier d'actes communautaires et je n'entrerai pas dans le détail sur les modalités envisagées. En définitive, ce que nous ferons, c'est faire figurer dans le traité les dispositions du traité de Rome - i. e. les dispositions donnant les principes fondamentaux - et insérer en annexe ce qui figure dans le "droit communautaire dérivé" - i.e. les directives, les règlements -. N'oublions pas en outre que ce droit évolue, ayant été interprété depuis l'avènement du traité de Rome par la Cour de justice de Luxembourg. Il faut donc décider si l'on souhaite intégrer les dispositions telles qu'elles ont été interprétées par la Cour de justice de Luxembourg. Le droit des communautés va évoluer et celui de l'EEE va évoluer en conséquence.

Il faudra définir quels organes vont surveiller l'application de ce droit. Dans le droit communautaire, c'est la tâche de la Commission; on ne sait pas encore à quelle institution rattacher ce nouvel organe de surveillance : certains pays souhaitent créer au sein de l'AELE un organe de surveillance en vertu de la théorie "des deux piliers", d'autres pays veulent un organe commun au niveau de l'EEE.

Ces questions restent encore ouvertes même au niveau des pays membres de l'AELE. Il faudra prévoir un organe judiciaire parallèle à la Cour de justice de Luxembourg. La Cour de l'EEE aurait les compétences de statuer sur les différends qui peuvent surgir entre CEE et pays membres de l'AELE, ou entre pays membres de l'AELE. L'on étudie aussi la possibilité de permettre aux tribunaux nationaux de demander des avis préjudiciels à la future Cour de justice de l'EEE.

Autre problème : celui des organes décisionnels au niveau de l'EEE. Par quel type d'organes communs les décisions seront-elles prises ? Ensuite Nous discutons aussi de la création d'un organe parlementaire paritaire - comprenant des parlementaires de la CEE et des représentants des parlements nationaux des pays membres de l'AELE -. Il y aura aussi un organe consultatif pour les partenaires sociaux qui sera le pendant du Conseil économique et social de la CEE. Tous ces problèmes ont fait l'objet d'une discussion au sein des pays membres de l'AELE en vue d'une prise de position commune à présenter aux communautés.

M. Salamin : Il s'est posé aussi la question de l'union douanière au stade des prénégociations. On s'est demandé si l'EEE devrait être une zone de libre-échange ou s'il ne faudrait pas transformer les accords bilatéraux existants entre les pays de l'AELE et la CEE pour en faire une union douanière. Cette dernière serait un régime d'échange des marchandises qui ne concernerait pas seulement les produits industriels originaires des pays de la CEE et de l'AELE, mais aussi les produits des pays tiers après acquittement des droits de douane. Sur ce point, les pays de l'AELE et de la CEE sont arrivés à la conclusion provisoire qu'il fallait s'en tenir à un régime de libre-échange dont les règles seraient simplifiées et renoncer à établir une union douanière. Ce n'est pas indifférent pour un pays comme la Suisse puisque l'union douanière, qui implique une politique commerciale commune vis-à-vis des pays tiers, nous aurait obligés à renoncer à notre treaty making power ainsi qu'à notre liberté de négocier avec les pays tiers.

Ziswiler: Drei Ebenen soll die neue Informationseinheit ansprechen: das Parlament, die Kantone und das breite Publikum. Die grösste Arbeit wird es sein, eine Vulgarisierung des Themas vorzunehmen. Für das Parlament ist ein zweiter Bericht in Bearbeitung. Zwischen den Sessionen werden wir Sie durch kurze Synthesepapieren auf dem Laufenden halten über die Verhandlungen. Wir planen auch Seminare für Parlamentarier. Die beiden Presseseminare, die durchgeführt worden sind, waren sehr erfolgreich.

Zum grossen Publikum: Vor allem in den elektronischen Medien werden wir Anstrengungen unternehmen und auch die Herren Bundesräte vermehrt einspannen müssen, vor allem, wenn wichtige Dinge passieren wie jetzt der Beginn der formellen Verhandlungen.

Ich habe vor 10 Tagen die Arbeit aufgenommen; in den nächsten Wochen werden wir den beiden zuständigen Bundesräten ein Informationskonzept unterbreiten.

Auer: Ich möchte Herrn Bundesrat Felber und seinen Mitarbeitern danken für die grosse Arbeit, die mit diesen Verhandlungen verbunden ist, und die für unser Land von eminenter Bedeutung sind. 1. Frage: Wenn ich es richtig verstanden habe, soll es permanente und zeitlich begrenzte Ausnahmen geben, wie z.B. die sehr kritische Frage der Freizügigkeit von Personen. In Anbetracht dessen, was in der Presse über das Verhandlungsmandat der EG-Kommission geschrieben wird - dieses Mandat, das ja noch am 18. Juni von den EG-Aussenministern abgesegnet werden muss - glaube ich, dass es unter dem Einfluss des europäischen Parlamentes keine permanenten Ausnahmen geben soll. Ist diese Dualisierung der Ausnahmen möglich? Theoretisch könnten wir ja die Ausländerzahl auch stabilisieren, indem wir Freizügigkeit für die EG-Bürger herstellen und den Bestand an Jugoslawen und Türken reduzieren.

2. Frage: Eine Gewichtung der gewünschten Ausnahmen zeigt, dass diese bei uns mehr ins Gewicht fallen als bei anderen EFTA-Ländern. Sind wir mit unserem Ausnahmekatalog in einer Aussenseiterposition oder sind wir etwa im Mittel der andern EFTA-Länder?

3. Frage: Die zweite heikle Frage ist die 28-Tonnen-Limite. Es wäre vorstellbar, dass diese Limite unter die flankierenden Massnahmen genommen und so nicht unter die vier Freiheiten fallen würde. Sie liefe dann unter dem Titel Umweltschutz oder allenfalls Verkehr, statt unter dem Titel Wirtschaft. Wäre es möglich, in diesem Bereich noch vor Abschluss der EWR-Verhandlungen eine Regelung mit Brüssel zu finden?

4. Frage: In seiner Rede vom Januar 1989 sprach Herr Delors von einer Stimme der EFTA und von der Institutionalisierung des Entscheidungsmechanismus. Das erste Postulat ist immer noch aktuell. Sein zweiter Wunsch aber ist offenbar nach den Ausführungen von Herr Krafft in der Schwebe. Hat eigentlich Herr Delors einen Rückzieher gemacht, und welches sind die Gründe für diese Abweichung?

5. Frage: Herr Krafft hat Norwegen erwähnt. Besteht hier eine Unité de doctrine unter den EFTA-Staaten?

6. Frage: Müssten zur Ueberwachung des EWR-Vertrages ein EWR-Gerichtshof, ein EFTA-Gerichtshof oder ein EFTA-Kartellamt eingerichtet werden? Würden diese Institutionen neue völkerrechtliche Verträge voraussetzen, die ihrerseits der Volksabstimmung unterliegen würden?

Letzte Woche hatten wir eine Sitzung mit eine Delegation des Europaparlamentes. Wir wissen, dass dieses Parlament nur wenig Befugnisse hat; aber den EWR-Vertrag wird es mit einem absoluten Mehr der Mitglieder - d.h. mit 260 Ja-Stimmen - ratifizieren müssen. Das bedeutet, dass die Verhandlungsdelegation aus Brüssel auch mit dem Europaparlament immer wieder Kontakt haben muss - wahrscheinlich mehr als der Bundesrat mit uns.

Von den Presseorientierungen in Luzern und Lausanne habe ich vernommen, dass sie gut waren, aber zu gescheit. Das Niveau sei zu hoch gewesen. Herr Ziswiler hat das Wort "Vulgarisierung" gebraucht; notwendig scheint mir die Konkretisierung. Ich habe ca. 30 Referate über das Problem EG-Schweiz gehalten. Die Fragen, die gestellt werden, sind meistens konkret. Man muss konkrete Beispiele bringen, namentlich aus dem Bereich der mittleren und kleineren Unternehmungen. - Die Propaganda "Anus", oder wie sie heisst, ist sehr konkret und nicht nur populär, sondern populistisch. Dem können wir nur mit konkreten Beispielen begegnen. Diesem "Untergang des Vaterlandes", der uns da vorgezeichnet wird, müssen wir die Interdependenz unseres Landes mit der übrigen Welt entgegenhalten: In Bezug auf die Energie, auf die Rohstoffe, auf den Freihandel, auf die Geldströme, den Drogenhandel usw. sind wir total abhängig vom Ausland. Auch diese Tatsachen müssen aufgezeichnet werden, ohne dass die Informationsstelle zu einer Propagandastelle wird.

M. Segond : Il est clair qu'il se dessine trois positions dans notre pays à l'égard de la CEE : celle de l'adhésion à terme, qui nous est conseillée par la plupart des ministres des affaires étrangères des Etats membres de la CEE; celle de l'isolement, défendue par M. Blocher et celle de l'EEE.

Je crois qu'il est assez difficile de discuter de cet EEE puisqu'on ne sait pas aujourd'hui ce qu'il va couvrir à la fin des négociations. Les échos que j'ai à Genève, que ce soit au siège de l'AELE, ou par les représentants de la CEE ou des Etats membres des organisations internationales, sont bien moins optimistes qu'il y a quelques mois. La lucidité nous incite à envisager un échec.

A Lisbonne récemment, j'ai été reçu, avec J. P. Maitre, par le secrétaire d'Etat à l'intégration européenne ainsi que par ses collaborateurs chargés du dossier de l'EEE. Le Portugal est un ancien membre de l'AELE qui bénéficie encore d'un fonds de développement régional de l'AELE et il est relativement favorable à la position de la Suisse. Mais le message que nous avons entendu était clair : 1) le Portugal est favorable à cet accord, mais au sein de la CEE, le degré de priorité a diminué; 2) le mandat de négociation est extrêmement dur et ne sera adouci que par le conseil des ministres; 3) le calendrier prévu doit être tenu et les négociations doivent être finies pour la fin de l'année; 4) il ne sera accepté que quelques exceptions sur les questions vitales et pour une période transitoire ; 5) pas de droit de décision, mais seul droit de consultation, comme nous le savons déjà.

Si nous sommes lucides, il faut admettre qu'un immense travail reste à accomplir, mais ce travail risque de déboucher à terme sur la perspective de l'adhésion plutôt que sur celle de l'EEE. Je suis en effet convaincu, sans pouvoir le démontrer, que le Parlement européen n'acceptera pas un traité qui nous donne une forme de codécision parce qu'il ne veut pas accepter que les parlements nationaux d'Etats non membres aient un droit plus important que ne l'est celui du Parlement européen.

Pour les partisans de l'adhésion à terme, dont je suis, l'EEE est au mieux un détour, et au pire une impasse, et dans les deux cas, il cause des retards par rapport à ce qui devrait être notre objectif final d'adhésion.

J'ai une question technique pour M. Krafft, qui a parlé d'un millier d'actes communautaires. Le droit communautaire est-il immédiatement applicable ou faut-il en faire une forme de réception, et quel est l'effet de cette intégration du droit communautaire sur la répartition des compétences entre la Confédération et les cantons ?

M. Ziegler : Je crois que l'on s'illusionne totalement en croyant pouvoir négocier un EEE qui s'écarterait beaucoup des dispositions de la CEE. La ratification par le Parlement s'y oppose.

M. Auer dit que ce Parlement a peu de compétences, mais il est très sûr de lui-même. Je le vois parmi les spécialistes français qui se battent davantage pour recevoir des investitures à la députation européenne qu'à l'Assemblée nationale. Le prestige du Parlement européen est une réalité impressionnante. On ne se rend pas compte en Suisse qu'il y a là un Parlement supranational doté d'une force politique autonome en Europe. Je ne vois pas comment l'on pourrait ratifier un accord - fût-il chargé d'exceptions - qui privilégierait les non membres.

Ma question à M. Felber, Conseiller fédéral est la suivante : nous sommes sollicités, en tant que femmes et hommes politiques, à nous joindre à telle ou telle initiative en faveur de l'entrée dans le marché commun. Le Conseil fédéral ne s'est pas encore clairement prononcé sur ces mouvements. Si - comme le veulent Bilanz/Bilan - une initiative est lancée, quelle est la position du Conseil fédéral à cet égard ?

Segmüller: 1. Ich möchte anregen, dass die Kommissionsmitglieder die Unterlagen zu den beiden Presseseminaren erhalten. Diese Unterlagen sind sehr gut; man könnte sie auch dem ganzen Parlament schicken.

2. Es scheint mir wichtig, dass die Information zielgruppengerichtet ist. Frauengruppen muss man anders ansprechen als Gewerbetreibende oder Junge. - Auch ich habe die Erfahrung gemacht, dass die gestellten Fragen sehr konkret sind. Zum Beispiel wurde ich in Bezug auf die Freizügigkeit gefragt, ob wir dann noch eine Grenzkontrolle hätten.

3. Zu Herrn Bundesrat Felber: Die drei Ausnahmen, die für uns vital sind, haben Sie genannt. Weiss man schon, welche Ausnahmen von den anderen EFTA-Ländern gewünscht werden? Welche Kriterien werden angewendet um zu entscheiden, was eine "vitale" Ausnahme ist?

M. Rohrbasser : Mon point de vue rejoint celui de M. Segond. Dans ces exceptions, je vois poindre le risque d'une impasse. Ces exceptions, lorsqu'elles seront demandées au Parlement européen, ne seront accordées que pour un temps limité et avec parcimonie. Il n'y a véritablement pas de raison que l'on traite notre pays comme une exception. L'exception sur le plan intérieur se pose aussi : nous connaissons notre perfectionnisme national, et je crains qu'il ne se produise un déséquilibre intérieur. En effet, c'est à nous, les hommes politiques, qu'il incombera d'expliquer au peuple pourquoi nous adhérons, ou non, à la CEE. Sur le plan intérieur, nous aurons des dépenses obligées et le peuple ne fera point de juridisme.

Je redoute un rejet populaire face à des manoeuvres qui ressemblent plus à des attermolements. Cela se jouera sur des bases économiques : le Suisse tient à sa qualité de vie, notamment. Si nous maintenons nos critères en matière d'environnement, d'énergie et de production agricole, par exemple, le peuple risque de ne pas se tromper.

Frey Walter: Sie haben dem Parlament zwei Berichte in Aussicht gestellt, über die Auswirkungen eines EG-Beitritts der Schweiz und über die Auswirkungen einer "Isolation" - ich sage lieber eines Alleingangs der Schweiz. Zu welchem Zeitpunkt dürfen wir diese bundesrätlichen Analysen, die von grosser Tragweite sind, erwarten?

Bircher: Mir scheint, dass sich die Ereignisse wöchentlich oder doch monatlich unter einer neuen Perspektive zeigen; Stichwort Osteuropa, Stichwort deutsche Vereinigung, Stichwort wechselnde Sprachen innerhalb der EG. Entgegen meiner früheren Auffassung finde ich, dass zu vorschnelle Berichte nach dem Integrationsbericht August 88 unvorsichtig sind. Eine oberflächliche oder sogar nur repetitive Stellungnahme des Bundesrates bringt nichts, solange er nicht weiss, wie sich die EWR-Verhandlungen entwickeln.

Es wird gewünscht, dass wir uns gegenseitig orientieren: Letzte Woche haben wir, die fünfköpfige EFTA-Delegation, drei Tage lang in Wien mit Vertretern der anderen fünf EFTA-Staaten gesprochen. Am 2. Tag hatten wir auch eine Delegation des EG-Parlamentes am Tisch, die sog. REX-Kommission unter dem Vorsitz des bekannten De Clercq. Es ist uns aufgefallen, wie diese EG-Parlamentarier, die zuständig sind für auswärtige Angelegenheiten, sich sehr vorsichtig, zum Teil negativ und teilweise auch sehr unorientiert zu den EWR-Verhandlungen äusserten. In Anbetracht dieses EG-Prozesses wäre es voreilig, schon Schlüsse zu ziehen. - Die EG-Parlamentarier haben betont, dass sie mit einem Ja-Stimmenanteil von 260 Stimmen diesen Vertrag sanktionieren müssen. Wir haben ihnen vorgeworfen, dass sie ihre neue Erstarkung nun auf unseren Schultern proben wollen. Man merkte, dass die Parlamentarier durch die bisherige Behandlung durch die EG-Kommission frustriert sind. Auch auf der anderen Seite ist also nicht alles zum Besten bestellt. Wir haben informell verabredet, dass sich das EFTA-Gremium spätestens in einem Jahr wieder mit EG-Parlamentariern trifft. Es ist sicher notwendig, dass alle möglichen Gremien Kontakte zum EG-Parlament suchen; denn zuletzt wird dieses Parlament den Entscheid fällen.

Zur EG-Mitgliedschaft: Durch das Postulat Cotti, das wir überwiesen haben, hat der Bundesrat diese Option in sein Paket aufgenommen. Es scheint mir obsolet, jetzt darüber zu diskutieren, ob ein sofortiger Beitritt besser wäre. Die EG selbst hat ja deutlich gesagt, dass sie vorläufig kein neues Vollmitglied wünscht. Zu Herrn Segond: Jetzt immer nur vom EG-Beitritt zu sprechen, ist etwas blauäugig. Auch als EG-beitrittswillige Politiker können wir für diese EWR-Verhandlungen sein. Es scheint mir unvorsichtig, sich als EG-Beitrittsbefürworter ganz gegen die EWR-Verhandlungen zu stellen.

Präsident: Neben Herrn Auer und mir war auch Herr Cevey Mitglied der EG-Delegation; er könnte uns kurz über die Kontakte mit den EG-Parlamentariern berichten.

M. Cevey : Je suis sorti de notre après-midi de vendredi dernier - nous étions en contact avec nos collègues du Parlement européen pour discuter de l'EEE - non pas rassuré, mais toutefois plus tranquille que je ne risque de sortir de la présente séance.

Nous avons eu affaire à des collègues de différents pays qui exprimaient le sentiment d'un Parlement frustré, faisant le constat d'un déficit démocratique. L'on comptait beaucoup sur cette lutte d'influence qui va se développer ces prochains mois entre les parlementaires d'un Parlement insuffisamment doté de compétences, une Commission dont on connaît en tous cas le "jacobinisme", et un Conseil des ministres qui devrait en fait jouer le rôle principal. Il est bien difficile de faire des pronostics quant à la réussite de l'EEE dans un tel contexte.

- 12 -

Soulignons le rôle déterminant qu'ont joué nos conseillers fédéraux, dont MM. Felber et Delamuraz, le pouvoir de conviction étant ici une composante importante. De notre côté, nous avons sans doute un rôle à jouer, non seulement dans le cadre de la délégation pour les contacts avec le Parlement européen, mais aussi dans d'autres contacts - AELE et CEE, notamment. Pour ma part, je ne saurais me prononcer sur l'issue de ces négociations.

J'aimerais revenir à la préoccupation de M. Segond : quel est l'effet de la démarche évoquée sur la négociation future ? Je suis sceptique à l'éclairage de mes contacts, qui montrent que du côté de la CEE, il y a ceux qui attendent le bon moment pour régler quelques comptes avec la Suisse - il suffit de lire le dernier Express pour juger de la jalousie que suscite notre pays au sein de certains pays de la CEE, encouragés par certains suisses - dont M. Ziegler - et il y a ceux qui souhaitent sincèrement une issue favorable. Certains parlementaires européens souhaiteraient plutôt régler les problèmes économiques avec la Suisse plutôt qu'avec la Grèce ou le Portugal. Ne nions pas l'importance que revêt notre pays pour certains Etats de la CEE. Encore faut-il savoir tirer parti de nos atouts.

Il faudrait savoir quel est l'effet de la démarche des adversaires de l'adhésion ainsi que de la démarche inverse. De fait, nous devons tous souhaiter un aboutissement favorable pour la Confédération. Mais il faut surmonter les obstacles, qui existent quelle que soit la solution choisie. En revanche, l'aboutissement serait bien différent : l'une des deux solutions ménage certains spécificités auxquelles nous tenons, alors que l'autre risque de ne plus guère les ménager.

On sait ce que sera l'"Alleingang" et on sait que le processus "Luxembourg" risque de nous priver d'un partenaire valable de la part de la CEE. Mais on sait encore mal quelles seront les conséquences si le Parlement européen refuse l'accord sur l'EEE, qui nous fera tomber, plus tard, dans la triste situation de l'"Alleingang". Et que se passera-t-il si le Parlement ou le peuple suisse refuse une proposition d'adhésion à la CEE ou d'accord pour un EEE ?

Soulignons en conclusion qu'il est urgent que le rapport du Conseil fédéral nous parvienne le plus tôt possible. Je souhaiterais que ce rapport détermine les constantes de la politique suisse vis-à-vis de l'Europe et je suis persuadé que de très nombreux éléments positifs de celui-ci méritent d'être rappelés au peuple suisse, et qu'ils détermineront nos prises de position.

M. le Conseiller fédéral, je tiens à vous remercier de l'information que vous nous prodiguez avec vos collaborateurs. Il y a une énorme lacune à combler dans ce domaine parce que la matière est difficile. Elle commence à intéresser le peuple suisse, qui cependant confond tout. C'est pourquoi il y a un effort à faire au niveau des définitions des différents termes employés. Je souhaiterais que les membres de notre commission veillent à informer le public avec l'aide des diplomates qui nous aident à comprendre le problème. Sinon avant la fin des négociations sur l'EEE, tout sera compromis et nous risquons de nous trouver dans la situation de l'"Alleingang".

Wyss Paul: Zur Ergänzung möchte ich sagen, dass Herr De Clercq sehr deutlich gesagt hat, dass er auch noch nicht wisse, wie eine Union aussehen würde. Auch möchte ich erwähnen, dass wir noch einen Tag lang mit fünf Parlamentariergruppen aus den Oststaaten gesprochen haben. Das war sehr interessant; vielleicht könnte morgen Herr Bircher - ich werde nicht da sein - noch davon berichten.

Wir haben an dieser Tagung festgestellt, dass die Informationspraxis auch in der EG sehr schwach ist. Frage: Wie ist in diesem Zusammenhang die Göteborger-Tagung zu werten? Viele Schweizer werden drei Tage lang in Göteborg sein: zuerst das Konsultativkomitee, dann wieder wir EFTA-Parlamentarier, dann das Ministertreffen. Drei Tage später, am 18. Juni, findet dort das Ministertreffen statt, an dem der Entscheid über das Vorgehen beim "Schachspiel", wie etwa gesagt wird, fallen soll.

Burckhardt: Das Geschäft, das wir jetzt besprechen, ist ein Jahrhundertgeschäft. Wie immer es ausfällt, verändert es Europa, verändert es die Schweiz. Es macht mir etwas Angst, dass alles so schnell gehen muss. Sicher ist, dass wir in geeigneter Form mitmachen müssen; denn die Schweiz ist ja immerhin die Pilote-plant einer europäischen Konföderation, wie diese auch immer aussehen wird. Herr Bundesrat Felber: Wurden Sie jemals gefragt: Wie macht man eigentlich eine Konföderation? Die einzigen Europäer, die wirklich in einer Konföderation leben, sind die Schweizer. Wenn Mitterrand, den ich als grossen Staatsmann sehr verehere, von einer "confédération" spricht, muss ich ein wenig lächeln; denn er ist ein Repräsentant des französischen Zentralismus, wie er von Louis XIV und Richelieu geradlinig zu Mitterrand weitergegeben wurde. Wie werden wir Schweizer als überzeugte Föderalisten mit einer Bürokratie à la française, wie sie sich in Brüssel entwickelt, fertig? Verstehen die überhaupt, was wir meinen, wenn wir unsere Art von Konföderation dort anbieten wollen? Diese Frage wird sich stellen, auch wenn wir den Umweg über den EWR zur definitiven Integration in ein grösseres Europa beschreiten. Nur sollte dieser Weg nicht in einem Handgalopp zurückgelegt werden müssen. - Aus diesem unglaublichen Tempo wird fast eine Eroberung Europas durch die EG.

Diese Fragen nach den historischen Auswirkungen unserer Beschlüsse hier darf man sicher stellen, abgesehen von den hochinteressanten Detailfragen. Wo steht die Balance zwischen Weggeben von Selbstverständlichkeiten, die wir fast schon missbrauchen, und Vorteilen, die wir bekommen? Wie weit muss das "do ut des" gehen? Sehr viele Schweizer, mit denen ich spreche, sagen mir: Ich mache gerne mit, aber in einer gewissen Freiwilligkeit. Zum Gehorsam lasse ich mich nicht zwingen.

Präsident: Wie uns Kollege Sager erklärte, wird der Begriff "Konföderation" im übrigen Europa verstanden als Staatenbund und nicht als eine supranationale Organisation. Wir dagegen verstehen darunter einen Bundesstaat.

M. Felber, Conseiller fédéral : A propos des exceptions, qui ne devraient pas être permanentes, il est clair que leur nombre sera limité. Devons-nous appeler exception une disposition transitoire ? A mon avis, ce n'est pas le cas. De notre côté, il y aura une ou deux exceptions permanentes qui touchent des points fondamentaux de notre politique nationale.

(à M. Rohrbasser) Il faudra bel et bien convaincre la peuple suisse de l'intérêt qu'il y a à engager notre pays dans une procédure d'intégration, celle-ci n'étant pas un obstacle à quelque autre solution ultérieure éventuelle que ce soit. Mais on voudra certainement être rassuré sur certains points, notamment sur la politique des plafonnements. Admettons à ce propos que du côté CEE, on a reconnu un problème particulier, même si ce problème risque de se résorber naturellement.

En ce qui concerne la libre circulation des personnes, n'oublions pas que le salarié doit produire un contrat de travail, ce qui est aussi prévu dans le droit communautaire. Autre est le problème de la reconnaissance des titres et diplômes : cela touche les compétences cantonales quant à l'autorisation d'exercer son métier, surtout dans le domaine médical.

M. Salamin répondra sur le nombre d'exceptions que nous avons par rapport aux autres pays de l'AELE, de même que sur les 28 tonnes et les 40 tonnes. A titre général, la discussion au sein de l'AELE porte sur le nombre d'exceptions que nous allons présenter.

A propos du discours de M. Delors du 17 janvier 1989, il est clair que celui-ci s'est engagé au-delà de ses réelles possibilités, qu'ensuite il n'a pas mesuré les événements de la fin de l'année 1989, et que par conséquent, le problème était un accord global avec l'AELE. Evidemment, lorsque se sont ajoutés les problèmes de l'Europe centrale, M. Delors a dû changer ses points de vue. De fait, nous sommes parvenus à une solution contraire une année après, avec la renonciation aux institutions communes initialement prévues, de même qu'avec la perspective de créer une AELE en deuxième pilier. Cela ne nous a pas empêchés d'entamer les négociations exploratoires en nous appuyant sur l'invitation faite une année auparavant. Ce recul est difficilement explicable, mais un élément de la proposition Delors n'a pas été compris, n'étant pas étayé d'exemples : le type d'institutions communes destinées à coiffer l'EEE. M. Delors n'y avait pas pensé, et nous lui avons immédiatement fait savoir que la CEE ne pouvait pas perdre sa souveraineté de décision quant aux décisions intérieures à prendre. Il est vrai que la majeure partie du droit communautaire risquerait, dans le cadre de l'EEE, d'être soumis à l'appréciation d'une nouvelle instance commune aux deux parties.

L'unité de doctrine n'a jamais été totale dans l'AELE dans la mesure où nous n'avons ni les mêmes structures, ni les mêmes traditions, ni les mêmes institutions. Un autre élément est important dans l'appréciation de la situation actuelle par les pays de l'AELE : dans la plupart des

pays de l'AELE, les positions sont très tranchées entre féroces partisans de l'adhésion et opposants à celle-ci. Notre position est plus nuancée. Notons que nous avons pu améliorer la cohésion entre pays membres de l'AELE, malgré le risque que certains d'entre eux - l'Autriche est un précédent éloquent, de même que la Norvège - puissent se déclarer pour l'adhésion à la CEE en cas d'échec à l'EEE.

(à M. Auer) Si les séminaires organisés pour la presse étaient difficiles, c'est que notre but n'était pas tellement de faire oeuvre de vulgarisation auprès de ces milieux. Il fallait donner l'occasion au plus grand nombre possible de journalistes de mesurer la difficulté de la situation. En général, les questions des journalistes laissaient paraître qu'ils étaient beaucoup mieux informés que l'impression qu'ils avaient tenté de produire auparavant d'avoir été mal informés.

(à M. Segond) Le risque d'échec est aussi envisagé par les représentants des pays de l'AELE, mais tout dépend de la volonté politique des parties : si la CEE estime qu'il faut passer par cet accord, qui est un rapprochement global important entre les pays de la CEE et de l'AELE, elle a aussi intérêt à le faire. Je n'ai jamais entendu de ministre contester une telle entreprise, et il nous incombe de manifester notre bonne volonté en la matière.

(à M. Ziegler) Nous sommes également persuadés de l'importance du Parlement européen. Aujourd'hui, nous sommes bien obligés d'admettre que le Parlement européen choisit cette négociation pour mettre en garde contre son veto éventuel si les relations institutionnelles entre le Parlement et la CEE ne s'améliorent pas. Le déficit démocratique existait avant la négociation sur l'EEE. Je comprends la position des parlementaires qui exigent davantage de compétences pour leur parlement au niveau de la CEE.

Le Conseil fédéral ne s'est pas prononcé clairement quant à certaines initiatives : nous avons exprimé, dans notre rapport d'août 1988, que nous ne pensions pas pour l'instant pouvoir nous engager dans la voie de l'adhésion, mais que nous ne refusions pas de l'envisager. Nous ne nous prononçons pas parce que nous ne connaissons pas le texte exact de ces initiatives : dans une première version, le peuple suisse demandait au Conseil d'"ouvrir" des négociations. A cette demande, le Conseil fédéral peut accéder sans problème, estimant qu'il peut à tout moment ouvrir des négociations. Ensuite, si les participants de l'adhésion se prononcent en étant conscients qu'il faudra un certain laps de temps jusqu'à l'ouverture de négociations, et que nous pourrions poursuivre les négociations sur l'EEE en souhaitant leur aboutissement, une telle solution n'est pas gênante. De toute manière, la constitution d'un EEE n'empêche ni l'"Alleingang", ni le "Vollbeitritt", ce dernier étant associé à une demande de négociations complémentaires. Il existe aussi un postulat qui est à l'étude.

(à Mme Segmüller) M. Ziswiler s'occupera de faire remettre les documents du séminaire de presse.

Y aura-t-il un contrôle aux frontières ? Certes, car il restera toujours ceux qui ne font partie de l'EEE ni de la CEE. Le contrôle tiendra compte de cette volonté politique de maintenir un plafond de la proportion d'étrangers en Suisse, mais il y aura une série de simplifications au niveau des ressortissants de la CEE et de l'AELE.

(à M. Rohrbasser) Nous pensons que le peuple s'exprimera s'il y a un intérêt général à participer à cette entreprise, et les parlementaires auront sans doute leur rôle à jouer en la matière. Dans le domaine de l'agriculture, laissé à l'écart à cause des difficultés énormes qu'elle pose, nous connaissons la pierre qu'elle constitue dans les négociations de l'Uruguay Round. Je me rends demain à l'OCDE avec M. Delamuraz, et je sais que nous reviendrons sur ces points difficiles de l'agriculture pour essayer d'infléchir les négociations du GATT. Le peuple peut ne pas se tromper en acceptant le projet que nous lui soumettons, et vous avez raison de souligner que tout dépend de la façon dont on le lui présentera.

(à M. Frey) Les analyses de l'alternative seront vraisemblablement, dans une première phase, présentées dans le deuxième rapport du Conseil fédéral sur la Suisse et le processus d'intégration européenne. Ce rapport n'est pas très long et sera prêt dans quelques jours. Il fera un historique du projet d'EEE, exposera un contenu prévisible du traité, des aspects institutionnels et des effets sur nos institutions et s'accompagnera d'une estimation de l'alternative adhésion/non adhésion ainsi que de la solution de l'EEE.

(à M. Bircher) En définitive, notre rapport 1988 n'était pas si superficiel. Beaucoup d'éléments constatés actuellement y figuraient déjà, notamment quant aux difficultés d'élaborer un mandat de négociations.

M. Cevey a raison de dire que nous n'allons pas sans atouts dans cette négociations : la Suisse économique est un poids lourd pour la CEE, et réciproquement. En 1989, la CEE a réalisé un excédent de 21,2 milliards de francs uniquement dans ses échanges avec la Suisse. Cela représente le tiers du déficit de la CEE avec le Japon. De même, nous avons des clients extrêmement importants au sein de la CEE, notamment dans le domaine du tourisme. En ce qui concerne l'après refus, je ne peux pas encore répondre, n'ayant pas de tactique prévue.

(à M. Wyss) Je vous remercie des invitations. Il y aura à Göteborg une réunion des ministres de l'AELE avant l'ouverture des négociations, mais ce sera surtout l'occasion de fêter le trentième anniversaire de la fondation de l'AELE. Il est aussi important que les parlementaires des pays de l'AELE aient l'occasion de se rencontrer à cette occasion, précisément avant l'ouverture de négociations aussi importantes.

(à M. Burckhardt) La Confédération européenne dont a parlé M. Mitterrand supposait de l'étendre aux pays de l'Europe de l'Est et le mot était pris dans son sens étymologique d'Etats indépendants groupés dans une sorte d'alliance obéissant à certaines règles. A l'intérieur de la CEE, lorsque l'on parle de l'union politique européenne, on suppose plus vraisemblablement une fédération semblable à la Suisse actuelle. Jusqu'à présent, la formule n'a pas été définitivement fixée.

M. Salamin : (à M. Auer) En ce qui concerne cette limite des 28 tonnes, cette clause est discutée actuellement au niveau de la libre circulation des marchandises, dans le sous-chapitre des normes concernant les poids et dimensions des véhicules. Du point de vue de la méthode de négociations, la solution de faire passer ce point dans le chapitre de l'environnement ne me paraît pas bonne. Si nous voulons maintenir cette limitation, il n'y aurait pas d'autre solution que d'exiger un régime dérogatoire. Ce qui peut se produire, c'est que les pourparlers qui ont lieu bilatéralement s'achèvent avant et que les résultats de ceux-ci puissent être intégrés en tant qu'acquis communautaire.

(à Mme Segmüller) Nos partenaires ont demandé autant, sinon plus, d'exceptions permanentes que la Suisse. Les domaines sont parfois différents : la question de la protection des ressources naturelles est très importante dans les pays nordiques à cause des exploitations pétrolières; l'exportation des capitaux est un réel problème en Suède; la Norvège a aussi des problèmes quant à son marché du travail, mais - à la différence de la Suisse - pour des raisons de montée du chômage. La Suisse n'est pas un cas particulier en matière d'exceptions.

Burckhardt: Ich glaube, dass Europa in eine bundesstaatliche Situation hineinwachsen wird. Die EG hat es gesagt. Und wir wollen - oder müssen - in einer geeigneten Form mitmachen. Einer der grössten Beiträge, die wir leisten können, wäre es, darzustellen, wie sich unser Bundesstaat entwickelt hat; dieses von-Unten-hinauf-Wachsen, das bei uns den Staat ergeben hat, ist doch eine Einmaligkeit. Frankreich, selbst wenn es vielleicht in einem Staatenbund mitgemacht hat, hat aus Instinkt immer versucht, zu erobern und zu dominieren.

Angesichts der Probleme, die auf uns zukommen, können wir nicht am Lebensnerv unseres Landes vorbeischaun. Einer meiner Freunde vertritt gewisse Industrien in einer grösseren Vereinigung in Deutschland. Kürzlich hat er in einer Verhandlung gesagt, er sei mit den Vorschlägen nicht ganz einverstanden. Darauf hat er die Antwort bekommen: Ihr Schweizer müsst wieder gehorchen lernen. Das ungeheure Tempo und der bürokratische Stil, die Herr Delors vorgegeben hat, zielt auf die Gleichmachung verschiedener wunderschöner europäischer Traditionen hin, Traditionen, die auch unser Wesen ausmachen.

Langfristig dürfen wir das Hauptziel nicht aus den Augen verlieren: die Bewahrung der Einheit in der Vielfalt, die wir darstellen, in ganz Europa. Herr Bundesrat Felber, finden Sie nicht, es gehe alles etwas schnell? Wurden Sie nie anlässlich eines Nachtessens gefragt, wie eigentlich die schweizerische Konföderation geschaffen worden ist? Als französischer Minister würde ich diese Frage schon einmal stellen.

M. Felber, Conseiller fédéral : M. Burckhardt, je n'ai pas répondu à votre question de façon délibérée. Vous avez fait une appréciation intéressante à laquelle je n'ai ni les moyens ni la substance pour répondre de manière précise.

J'aimerais cependant souligner un élément. Nous avons précisé ce qu'entendait peut-être M. Mitterrand lorsqu'il parle d'une "confédération" européenne : il s'agit plutôt à notre avis d'un "Staatenbund", et non d'un "Bundesstaat". A l'intérieur de cette confédération, il est certain que la Communauté - non l'EEE - jouera le rôle d'un Etat. Elle aura réussi préalablement la totalité de son intégration qui a pour but final une intégration politique, et non seulement économique.

Mon sentiment le plus profond est celui d'attractivité de la CEE. Ces 30 ans d'intégration, ces 45 ans de paix exercent sur les Européens de l'Europe centrale une attraction particulière. Actuellement, tous ces pays espèrent y adhérer un jour. N'oublions pas la puissance économique qu'elle représente ainsi que la rapidité de ses décisions. La confédération sera-t-elle un stade transitoire avant l'apparition d'une fédération européenne plus étroite comme la Confédération suisse l'a été avant de devenir une fédération d'Etats ? Il est difficile de répondre actuellement.

Nous savons la difficulté que ressent la CEE face aux problèmes qui surgissent dans les pays d'Europe centrale. Il est souhaitable, et cela est également ressenti par les pays de l'AELE, de trouver des solutions pour stabiliser leur situation. A la limite, sur le plan strictement politique, il faudrait bloquer la situation d'une manière définitive de façon à éviter les retombées de soubresauts éventuels en URSS. Cette perception est la même dans l'ensemble de l'Europe occidentale. Alors qu'au début, nous avions le sentiment que les problèmes de l'AELE étaient mis à l'écart pour permettre à la CEE de répondre rapidement à l'Europe centrale, l'importance des problèmes est telle que parmi les ministres notamment, on recommande de s'entendre avec les pays de l'AELE pour faire face aux problèmes liés à la situation en Europe centrale.

Frey Walter: Ich möchte Ihnen ein Angebot machen. Ich habe Firmen in Frankreich und in Deutschland - das ist vielleicht weniger bekannt - und somit praktische Erfahrung, wie dieser "marché commun" in der Realität spielt. Ich kann Ihnen Briefwechsel zeigen zwischen Herrn Rocard und Herrn Delors, in ganz spezifischen Fällen. Wenn Ihre Leute einmal Interesse an der Praxis hätten, nicht nur an den Weisungen aus Brüssel, sind sie herzlich eingeladen. Ich werde sie gerne einweihen.

Der Präsident leitet über zu Traktandum 2, Europarat. Der Bericht des Bundesrates und der Bericht der Schweizer Parlamentarier Delegation sollen zusammen behandelt werden.

Objet 2 : 90.010 né Conseil de l'Europe. Rapport du Conseil fédéral
90.013 né Conseil de l'Europe. Rapport de la délégation
parlementaire suisse.

M. Felber, Conseiller fédéral : Le rapport du Conseil fédéral présente une vue d'ensemble de l'activité intergouvernementale du point de vue de la Suisse ainsi que des développements généraux du Conseil de l'Europe, des activités des conférences de ministres spécialisées, du comité des ministres, des comités directeurs et d'experts qui leur sont subordonnés.

L'année 1989 a consacré le 40ème anniversaire de la fondation du Conseil de l'Europe. Ce fut une année de réflexion, notamment sur le rôle du Conseil de l'Europe dans la future construction européenne ainsi que sur l'intensification des relations avec les pays de l'Europe de l'Est. Le rapport de 1990 aura certainement une orientation différente, les discussions s'étant intensifiées au début de cette année à la suite du voeu exprimé dès le 5 mai 1989 par les ministres d'intensifier la coopération du Conseil de l'Europe avec la CEE. C'est ainsi que des rencontres quadripartites ont été instaurées aux fins de se concerter sur les programmes, les intérêts mutuels et les possibilités d'action commune.

Le Conseil de l'Europe a décidé de s'intéresser de plus près aux activités de la CSCE, qui sont politiques, en développant l'action gouvernementale selon trois axes prioritaires : la sauvegarde des droits de l'homme, la mise en valeur de l'identité culturelle européenne, les réponses à apporter à tous les défis que posent les pays d'Europe centrale. En tant que points forts, l'Assemblée parlementaire a accordé un statut spécial d'invités à la Hongrie, la Pologne, l'URSS et à la Yougoslavie. Le 6 juillet dernier, le président Gorbatchev a prononcé un discours qui laisse déceler déjà une possibilité pour l'URSS de ratifier la Convention culturelle, et éventuellement, de présenter une adhésion. La Pologne, la Hongrie et la Tchécoslovaquie ont posé leurs candidatures pour être membres du Conseil de l'Europe. La Convention culturelle européenne a été ratifiée par la Pologne et la Hongrie. Tels sont les points marquants pour l'année 1989.

En ce qui concerne le type de relations que l'on peut envisager d'engager avec l'URSS, on se demande si l'on ne devrait pas opter pour une formule sui generis à l'exemple de celle adoptée avec les USA et le Canada. Ces deux pays sont, avec l'URSS, les seuls de la CSCE qui ne sont pas membres du Conseil de l'Europe.

Grendelmeier: Seit kurzer Zeit bin ich als Delegationsmitglied im Europarat und habe somit das Glück gehabt, in eine äusserst spannende Phase zu kommen. Der Zeitpunkt ist gekommen, wo man sich ernsthaft über dieses Gremium, das ja stets etwas von oben herab behandelt wird, Gedanken machen muss. Frage an Herrn Bundesrat Felber: Wo sehen Sie eine mögliche Zusammenarbeit oder eine Gewichtung der noch zu formierenden Gremien des EWR mit dem Europarat? Auch wenn die EG für die osteuropäischen Staaten eine unglaubliche Attraktivität auszuüben scheint, ist im Moment der Europarat doch deren einzige Möglichkeit, sich zu integrieren. Wo sehen Sie die Bedeutung des Europarates in diesem ganzen Prozess der europäischen Integration?

Schon aus beruflichen Gründen bin ich an Information interessiert. Mit Herrn Auer bin ich einig darin, dass die Information für den Mann auf der Strasse sehr verwirrend ist, sogar für Leute, die den Auslandteil der Zeitung lesen. Aus dieser Situation schlagen die Populisten Kapital. Diese Leute arbeiten mit primitiven Mitteln; sie appellieren hemmungslos an Instinkte und Ängste, die Angst vor Veränderung, das Gefühl, dass wir Schweizer sowieso besser seien, etc.. Es gilt, möglichst rasch diesen schäbigen Argumenten entgegenzutreten. Wie können wir das Volk besser informieren? In absehbarer Zeit kommt es zu einer Abstimmung, und diese fürchte ich wie der Teufel das Weihwasser. Was können wir, was kann das Departement tun, um auf dieser Ebene mehr Klarheit zu schaffen?

M. Petitpierre : Ce qui marque le Conseil de l'Europe actuellement, c'est bien l'ouverture à l'Est. La délégation parlementaire suisse - notamment par l'intermédiaire de M. Sager - peut jouer un rôle extrêmement utile.

Mon souci est le suivant : mon premier mouvement est enthousiaste à l'égard des pays de l'Europe de l'Est. Mais je redoute que le découragement ne s'installe. On a l'impression d'une grande lourdeur, notamment au niveau du comité des ministres, bien qu'il existe le groupe des 23, la CSCE etc. Comment pourrait-on, au niveau du comité des ministres, faire en sorte de concrétiser les choses et tirer parti de ce capital qu'est l'assemblée parlementaire ?

M. Cevey : Je partage des préoccupations analogues avec un éclairage différent. L'une des bases institutionnelles du Conseil de l'Europe est celle du fonctionnement démocratique de ses pays constitutifs. En même temps, nous souhaitons tous une ouverture vers l'Est. Ma question est la suivante : ne craint-on pas que soit implicitement affaiblie la règle de la démocratie si l'on fait entrer des pays de l'Est au Conseil de l'Europe ?

Rychen: Ich kann die bisher gemachten Aeusserungen über die Information nur unterstützen. An der letzten Session habe ich ein Votum in dieser Richtung abgegeben; aber ich habe den Eindruck, es habe niemand zugehört. Warum setzen wir nicht die modernen Kommunikationsmittel ein, um die Entwicklung der europäischen Integration den Leuten näher zu bringen? Ein Interesse daran müssen alle haben, die Grünen, die gegen die EG sind, diejenigen, die für die EG sind, oben und unten, links und rechts. Es geht darum, den Boden so vorzubereiten, dass man am Schluss im Volk eine sachliche und gute Diskussion führen kann. Ich möchte Sie ermuntern, diese Möglichkeiten zu prüfen.

Die vorliegenden Berichte sind sehr informativ und gut. Persönlich messe ich dem Europarat einen hohen Stellenwert zu beim Aufbau Europas, besonders in der schwierigen Phase, in der wir alle uns jetzt befinden, die Neutralen, die Nicht-EG-Staaten, die EG, die Ostländer. Der Europarat ist ein Forum, das jetzt eine erhöhte Bedeutung erlangt.

1. Frage. Im Bericht der Delegation ist zu lesen, dass das Beitritts-gesuch Rumäniens im März 1990 eingereicht wurde. Traditionsgemäss ist der Europarat eine Institution für Menschenrechte. Trotz Wahlen und Revolution bin ich nicht überzeugt davon, dass Rumänien diese Menschenrechte wirklich einhalten kann. Wie beurteilt der Bundesrat diese Situation? Jedermann unbesehen aufzunehmen könnte der Institution nur schaden. Ich weiss aus direkten Quellen, dass die Leute in Rumänien immer noch Angst haben vor der Securitate.

2. Frage: Im Bericht des Bundesrates auf Seite 29 wird auf den sozialen Entwicklungsfonds hingewiesen, dessen Ziel die Hilfe an Flüchtlinge und Wanderarbeiter ist. Bestehen Korrelationen zwischen dieser Entwicklungsbank und der neuen Bank für Osteuropa mit Sitz in London, welche gerade gegründet worden ist? Bestehen Absichten, diese verschiedenen Finanzinstitutionen zusammenzulegen?

3. Frage: Auf Seite 11 des Bundesratsberichtes habe ich gelesen, dass der Entwurf über ein Erstasylabkommen auf der Expertenebene fertiggestellt wurde. Eine europäische Einigung über diese Fragen wäre ja ein dringendes Bedürfnis. Aber folgender Satz hat mich berührt: "...dass verschiedene Mitgliedstaaten des Europarates, ..., nicht bereit sind, im jetzigen Zeitpunkt dem Vertragsentwurf zuzustimmen." Dieses brennende Problem soll also aufs Eis gelegt werden. Wie steht es im heutigen Zeitpunkt mit diesem Abkommen?

Segmüller: Auf Seite 25 des bundesrätlichen Berichtes wird festgehalten, dass 1989 die Konferenz für Soziale Sicherheit in Lugano stattgefunden hat, die Familienministerkonferenz tagte im gleichen Jahr in Zypern. Selber habe ich vor Jahren in einer Interpellation angeregt, dass die Familienministerkonferenz im Jahre 1991 in die Schweiz geholt wird; meines Wissens wird Luzern der Tagungsort sein. Nächstes Jahr wird der Bundespräsident zugleich Familienminister sein. Was macht man daraus? Gewinnt das Feiertag im Lichte der Integration eine ganz neue Bedeutung?

Bäumlin: Auf Seite 4 des bundesrätlichen Berichtes steht der sehr informative Satz: "Schon eher Grund zur Besorgnis gibt die Einführung

- 22 -

einer sogenannten Abkoppelungsklausel: ...". Dieser Satz wirft ein Schlaglicht auf das, was wir vorhin diskutiert haben. Zu Herrn Burckhardt: Allzu "natürlich gewachsen" ist auch der schweizerische Bundesstaat nicht. Der letzte Auslöser war der Sonderbundskrieg, der zu einer Unterdrückung - wenn man es einmal so stark ausdrücken darf - der katholischen Orte führte, die erst nach einem langen Prozess ihre Identität wieder einbringen konnten. Man sollte diese Vorgänge nicht als "natürlich" hinstellen; es waren Machtvorgänge.

Mit dieser Abkoppelungsklausel der EG-Länder zeigt sich auch ein Machtvorgang. Die EG-Länder akzeptieren nur das, was ihnen passt. Das scheint mir eine Information über die real existierende Beziehung zwischen dem Europarat und der EG. Wir sollten uns darüber nichts vormachen.

Fragen: Wann ist die im selben Abschnitt erwähnte Studie über die Auswirkungen der Klausel auf die Rechtsinstrumente des Europarates zu erwarten? - Wo kann ich Informationen erhalten über die bedeutende Konferenz über Menschenrechte und die EG, die im November 1989 stattgefunden hat? An den Konventionen bin ich fast mehr interessiert als an dem, was im Parlament passiert. Diese müssen wir mit allen Kräften zu unterstützen trachten. - Zur Folterkonvention: Ab wann sind eigentlich Besuche in den Partnerländern möglich? Ich möchte vor allem wissen, wann endlich eine Besuchsdelegation in die Türkei reisen und dort die Menschenrechtssituation in den Gefängnissen untersuchen kann. Welches ist der Grund, dass dies nicht schneller geht, und was können wir in der Schweiz dazu beitragen, damit es hier vorwärts geht?

Diese Berichte, vor allem derjenige des Bundesrates, scheinen mir sehr informativ und anregend.

Portmann: Wir sprachen vorhin von freiem Personen- und Kapitalverkehr im europäischen Wirtschaftsraum. Im bundesrätlichen Bericht (Seite 26, Soziale Sicherheit) lesen wir, man hätte im Europarat beschlossen, es seien Anstrengungen zu machen "zur Verallgemeinerung der Leistungen" für die soziale und für die Alterssicherung. Was heisst das konkret? Will man nun unter dem Titel freier Personen- und Kapitalverkehr nicht nur das Recht über die Altersvorsorge vereinheitlichen, sondern tatsächlich die Alterssicherung europäisch regeln?

Bircher zu Frau Grendelmeier oder Herrn Petitpierre: Wie ist im Europarat die Initiative der Nationalräte Sager und Flückiger bezüglich einer führenden Rolle des Europarates in Richtung auf ein Konföderationsmodell aufgenommen worden? Wie wird die Idee weiter verfolgt? Ist sie formalisiert in einem Kanal gelandet, wo sich der Europarat ernsthaft damit befasst?

Präsident zu Herrn Bircher: Manches ist natürlich durch die Ereignisse schon überholt. Das Parlament des Europarates hat den Antrag von Herrn Sager gutgeheissen. - Ein Wunsch an die Verwaltung: Der Soziale Entwicklungsfonds ist meines Erachtens eine sehr wichtige Institution des Europarates. Wäre es möglich, uns detailliertere Unterlagen zu verschaffen, aus welchen hervorginge, wie dieser Finanzfluss läuft gegenüber den Ländern, denen diese Hilfe zugute kommt, und wie diese

Finanzflüsse von Seiten der Schweiz aussehen. Die Türkei scheint von diesem Fonds am meisten profitiert zu haben; wie kann man aber gerade der Türkei gegenüber signalisieren, dass sie endlich einmal die Menschenrechte einhält?

M. Felber : En ce qui concerne la coopération Communauté/EEE/Conseil de l'Europe, cette volonté a été manifestée, notamment par la Suisse, afin d'éviter les voies divergentes entre institutions. Notre rapport se fait l'écho de telles craintes. Dans tous les cas, il n'est pas question de proposer des adhésions si l'on ne peut pas vérifier que les statuts du Conseil de l'Europe sont respectés (Etats de droit, multipartisme etc.). L'on exige, notamment, une ratification de la Convention européenne des droits de l'homme.

Il s'agit de ne pas créer des institutions parallèles à la CSCE et j'admettrai, avec Mme Grendelmeier et M. Rychen, que le public ne sait plus ce que ces institutions signifient. Il est certain que nous allons faire un effort d'information. N'oublions pas que la CE s'est approprié plusieurs symboles du Conseil de l'Europe, à commencer par le drapeau, le choix du jour de l'Europe (5 mai), son siège à Strasbourg, et son hymne. Il y a là de nombreux motifs de confusion, certainement voulus pas la Communauté européenne. Le service d'information du bureau d'intégration a été chargé d'expliquer l'ensemble sous une forme vulgarisée dans un document à paraître prochainement.

Le Conseil de l'Europe pourra aider les démocraties d'Europe centrale en leur faisant percevoir que les instruments auxquels elles souhaitent adhérer sont utiles pour résoudre les problèmes urgents qu'elles posent (sécurité, droits de l'homme, garanties des frontières). Ces problèmes sont du ressort de la CSCE, mais aussi du Conseil de l'Europe.

En ce qui concerne la Roumanie, vous avez vu le rapport de la délégation parlementaire. C'est un pays qui est considéré, au niveau du Comité des ministres, comme ne pouvant pas adhérer au Conseil de l'Europe. La Roumanie peut seulement être invitée comme auditeur à l'assemblée parlementaire. Au moment des dernières élections en Roumanie, nous avons envoyé un groupe pour tenter d'observer les élections, mais nous avons renoncé à envoyer des observateurs officiels du gouvernement car rien n'était organisé sur place.

Le Fonds de développement social, comme le décrit le message, n'entre pas en concurrence avec la Banque européenne de reconstruction et de développement qui sera créée à Paris après-demain. Ce Fonds n'est pas prévu pour les pays de l'Est, ayant été exclusivement destiné à l'aide des pays ou régions du sud du bassin méditerranéen.

Le problème de l'asile a suscité, de la part de l'Autriche, une demande de conférence consacrée aux problèmes des migrations en provenance des pays de l'Est. Cette conférence doit se tenir en janvier prochain.

La conférence sur la famille (à Mme Segmüller) aura effectivement lieu en octobre 1991.

(à Mme Bäumlín) Le droit de déconnexion est un projet de la Communauté que nous combattons parce qu'il lui permet de légiférer rapidement et surtout autoritairement dans certaines matières. Par exemple, les conventions du Conseil de l'Europe sont ouvertes à la ratification de tous. Elles sont mises en vigueur en fonction du nombre d'Etats qui les ont ratifiées, mais tous les Etats ne ratifient pas toutes les conventions. Ce que nous essayons d'obtenir, c'est que la Communauté choisisse, dans les domaines où elle n'a pas légiféré, les conventions du Conseil de l'Europe comme droit communautaire. On se heurte à certaines objections de pays membres de la communauté qui n'ont pas ratifié telle ou telle convention et très souvent, la Communauté peut procéder par déconnexion en imposant ses propres règles, plus ou moins sévères ou laxistes. Dans le cas de la télévision transfrontières, on a vu la Communauté légiférer seule alors que nous étions prêts à signer. Or, nous n'avons pas pu signer à cause d'un seul pays communautaire.

M. Moret, ambassadeur : A part l'Albanie et l'URSS, tous les pays de l'Est ont demandé aujourd'hui d'entrer au Conseil de l'Europe. En ce qui concerne le comité des ministres, deux demandes ont été refusées d'emblée : celles de la Roumanie et de la Bulgarie, qui ont été renvoyées à plus tard. En revanche, nous cherchons à collaborer le plus activement possible avec ces pays, et aujourd'hui, une délégation d'experts roumains se renseigne à Strasbourg sur un large éventail d'activités. Il n'empêche que nous tenons aux principes rigides évoqués par M. Felber, Conseiller fédéral, et que les processus peuvent durer longtemps. Il faut que chacun des Etats soit capable de montrer que les principes d'Etat de droit, de respect des droits de l'homme et de pluralisme politique sont acquis.

Quant au processus, il se passe ainsi : l'assemblée parlementaire discute d'abord de la candidature puis fait un rapport sur la base de travaux de certaines commissions; son avis favorable est transmis au comité des ministres, et ce dernier statue. Le premier pays susceptible d'entrer au Conseil est la Hongrie, sur la base du rapport de l'assemblée parlementaire attendu en septembre, et le comité des ministres décidera lors de sa séance du 22 novembre prochain. Viendront ensuite probablement la Tchécoslovaquie et la Pologne. Le reste des pays de l'Est pose encore des problèmes. Aucune échéance n'est prévue.

En ce qui concerne le droit d'asile, il pose toujours le problème de la complémentarité entre Communauté et Conseil de l'Europe. Il faut tenir compte des exigences de la Commission qui veut parfois légiférer dans un domaine et il faut éviter les chevauchements. Une volonté communautaire très marquée existe : les douze sont présents. Une conférence à Vienne en janvier prochain traitera spécialement de ces problèmes de réfugiés des pays de l'Est.

Sur la famille, un comité préparatoire se réunit à Strasbourg. La conférence aura lieu en octobre 1991 à Lucerne. Malheureusement, une autre conférence du Conseil de l'Europe sur l'éducation aura lieu à Vienne aux mêmes dates. Nous aurons néanmoins Mme la secrétaire générale, qui se rendra à Vienne ensuite, et la conférence sera présidée par le Président de la Confédération.

La convention sur la torture a été ratifiée récemment par un certain nombre d'Etats. Le comité contre la torture siège, et les visites dans les prisons ont déjà commencé.

Quant au fonds de développement social, j'ajouterai à ce qu'a dit M. le Conseiller fédéral qu'il n'est pas question d'y accepter des Etats non membres, comme pour la Convention européenne des droits de l'homme. Evidemment, les grands clients du Fonds sont la Turquie, l'Italie, l'Espagne et le Portugal. Dès que la Hongrie et la Tchécoslovaquie seront membres, il faudra apporter une part de capital importante. Le Fonds de développement social prête jusqu'à 1 milliard de dollars par an, ce qui est considérable.

M. Boillat : M. Felber a déjà largement répondu à la question posée par Mme Bäumlín. En effet, les clauses de déconnexion sont apparues dans les instruments élaborés sous l'égide du Conseil de l'Europe, et pour la première fois lorsque la Communauté a insisté pour introduire une telle clause dans la convention sur la télévision transfrontières. Cette clause a été introduite deux autres fois : dans la convention sur les opérations financières des initiés et dans la convention sur certains aspects de la faillite internationale, qui sera ouverte à la signature le 5 juin lors de la conférence des ministres de la justice à Istanbul. Ces clauses de déconnexion ont des raisons d'inquiéter parce qu'elle vont à l'encontre du but du Conseil de l'Europe qui est de créer un espace juridique commun. Or, par définition, la clause de déconnexion a pour but de réserver l'application, entre Etats membres de la Communauté, du droit communautaire au détriment, le cas échéant, d'un instrument international du Conseil de l'Europe.

La délégation suisse au comité directeur de coopération juridique s'est inquiétée de cette situation et a demandé que l'on confie le mandat au comité d'experts sur le droit international public - dont l'ambassadeur Krafft - d'examiner les conséquences juridiques de ces clauses de déconnexion. Le rapport du comité d'experts admet que cette clause est compatible avec le droit international public, mais il recommande dans sa conclusion d'en user avec modération pour ne pas aller à l'encontre de l'un des objectifs essentiels du Conseil de l'Europe.

Euler: Ich möchte der Schweizer Delegation beim Europarat danken für ihre Arbeit. Aufgrund dieses Berichtes kann man sehen, dass hervorragende Arbeit geleistet worden ist. Vor allem bei der Kommission für die europäischen Nichtmitgliedstaaten unter dem Präsidium von Herrn Sager muss ich neidlos zugeben, dass hervorragende Arbeit geleistet worden ist.

Präsident: Herr Euler hat ausgesprochen, was ich zum Schluss feststellen wollte und damit Ihre Zustimmung einholen, im Rat etwas in diesem Sinne zu sagen. Es ist tatsächlich so, dass unsere Delegationsmitglieder sehr gute Arbeit geleistet haben; es sind Initiativen entwickelt worden, die auf Zustimmung gestossen sind. Wir dürfen sicher auch im Ratsplenum anerkennen, dass hier etwas erreicht worden ist.

Ich nehme an, Sie sind einverstanden, dass wir dem Rat beantragen, von diesen beiden Berichten ebenfalls Kenntnis zu nehmen.

Pressemitteilung

Die Kommission für Auswärtige Angelegenheiten des Nationalrates tagte am 28. und 29. Mai 1990 in Bern unter dem Vorsitz von Nationalrat Martin Bundi (SP/GR) und in Anwesenheit von Bundesrat René Felber, Chef des Eidg. Departementes für auswärtige Angelegenheiten (EDA).

Die Zukunft Europas stand im Zentrum der Gespräche der Kommission und wurde insbesondere unter den zwei Gesichtspunkten des Europäischen Wirtschaftsraumes (EWR) und des Europarates betrachtet.

Der Vorsteher des EDA und die hohen Beamten, die mit dem EWR-Dossier beauftragt sind, haben die Kommission über den Stand der Gespräche betreffend den EWR und darüber informiert, wie unser Land bei den kurz bevorstehenden Verhandlungen vorzugehen gedenkt. Die Mitglieder der Kommission haben bei dieser Gelegenheit verschiedene Fragen aufgeworfen zur grossen Herausforderung, die solche Verhandlungen für die Schweiz darstellen, sowie zu den Perspektiven unserer Integrationspolitik und den zu ihrer Verwirklichung notwendigen Mitteln. Es ist offenkundig, dass die EFTA als Einheit auftritt und dass die Schweiz fest auf den Abschluss eines EWR-Vertrages hofft, der ihr als möglicher Weg zwischen Beitritt zur EG und Absenz von ihr erscheint. Für die Schweiz steht viel auf dem Spiele, und der Information der Bevölkerung und des Parlamentes kommt eine sehr grosse Bedeutung zu. Die Kommission ist über die Anstrengungen, welche die zwei betroffenen Departemente bereits unternommen haben und noch zu unternehmen bereit sind, informiert worden. So sind ein Diplomat und ein Journalist mit der Unterstützung des Pressedienstes beauftragt und sind Seminare für die Presse organisiert worden, die grossen Erfolg gehabt haben. Die Kommission unterstützt den Bundesrat nachhaltig in seinen Bemühungen, durch erfolgreiche Verhandlungen den Abschluss eines Vertrages über den EWR zu erreichen. Sie begrüsst und unterstützt auch die Absicht des EDA, die Bevölkerung auf die zweckmässigste und verständlichste Art und Weise zu informieren.

Der andere Schwerpunkt der Gespräche waren der Jahresbericht des Bundesrates über die Tätigkeiten der Schweiz im Europarat 1989 (90.010) und jener der schweizerischen parlamentarischen Delegation (90.013). Der bedeutende Einsatz unserer Vertreter in Kommissionen in Strässburg darf ganz besonders hervorgehoben werden, hat sie doch wesentlich dazu beigetragen, die Zukunft des Europarates beim Aufbau Europas genauer zu bestimmen und die Verstärkung der Beziehungen mit den Ländern Osteuropas zu begünstigen. Die Ost-West-Beziehungen werden sich weiter entwickeln und notwendigerweise dazu führen, dass die Rolle der anderen europäischen Institutionen, insbesondere der KSZE, neu definiert werden. Die Kommission hat beide Berichte zur Kenntnis genommen.

Die Kommission hat zudem Vorschläge aus ihrer Mitte zugestimmt, nach welchen sie - in Übereinstimmung mit dem betroffenen Departement - im Zusammenhang mit der Schaffung des Europäischen Wirtschaftsraumes und mit der Osteuropahilfe verstärkt Kontakte nach aussen wahrzunehmen gedenkt.

Entwicklungszusammenarbeit

Die Kommission ist ferner auf die Botschaft des Bundesrates über die Weiterführung der technischen Zusammenarbeit und der Finanzhilfe zugunsten von Entwicklungsändern (90.018) eingetreten und hat der Vorlage einstimmig zugestimmt. Sie hat mit grosser Genugtuung vom Konzept des Bundesrates für die Entwicklungszusammenarbeit Kenntnis genommen, die darin gesetzten Prioritäten unterstützt und insbesondere die ganzheitliche Betrachtungsweise begrusst. Mit dem gesamten Kredit von 3,300 Milliarden Franken für vier Jahre bewilligt sich die Schweiz, dem Mittel der OECD-Länder (0,35% des BSP) näher zu kommen. Die Kommission ist der Meinung, dass dieses Ziel möglichst bald erreicht werden soll; betont aber andererseits, dass stets die Qualität der Entwicklungszusammenarbeit den Vorrang haben soll und dass das notwendige Personal entsprechend gut ausgebildet und motiviert zur Verfügung stehen muss.

Die Kommission hat in diesem Zusammenhang auch die Petition betreffend Kürzung der Entwicklungshilfegelder (ECO-PGR)(90.252) geprüft und zur Kenntnis genommen. Die Anliegen (Familienerhaltung in der Dritten Welt und keine Kürzung der Entwicklungshilfegelder) sind bereits im Rahmen der jüngsten Praxis des EDA und der Botschaft berücksichtigt.

Bern, den 29. Mai 1990/LM

Parlamentarische
Fachdienst II

COMMUNIQUE DE PRESSE

La Commission des affaires étrangères du Conseil national a siégé à Berne les 28 et 29 mai 1990 sous la présidence de Monsieur Martin Bundi (PS/GR) et en présence de Monsieur René Felber, conseiller fédéral, chef du Département fédéral des affaires étrangères (DFAE).

L'avenir de l'Europe a été au centre des débats de la commission. Il a été abordé sous deux angles: l'Espace économique européen (EEE) et le Conseil de l'Europe.

Le chef du DFAE et les fonctionnaires chargés du dossier EEE ont informé la commission sur l'état actuel des discussions sur l'EEE et la manière dont notre pays entend aborder les négociations qui vont être engagées prochainement. Les membres de la commission n'ont pas manqué de poser différentes questions non seulement sur le grand défi que représentent pour la Suisse de telles négociations, mais encore sur les perspectives de notre politique d'intégration et les moyens à disposition pour la réaliser. Il appert tout d'abord que l'AELE s'exprime en tant que telle et que la Suisse a le ferme espoir d'aboutir à la conclusion d'un traité EEE qui lui apparaît comme la voie médiane entre l'adhésion ou la non-adhésion à la CEE. Il est vrai que l'enjeu pour la Suisse est considérable et que l'information du public et du parlement revêt une importance capitale. La commission a été informée des efforts que les deux départements fédéraux concernés ont déjà faits et entendent poursuivre. Ainsi, un diplomate et un journaliste ont été engagés pour renforcer le service de presse et des séminaires destinés à la presse ont été organisés et ont connu un franc succès. La commission apporte son soutien au Conseil fédéral dans ses efforts de parvenir, après de fructueuses négociations, à la conclusion d'un traité relatif à l'Espace économique européen. Elle a également félicité et encouragé le DFAE dans son intention d'informer les citoyens de la façon la plus appropriée et la plus accessible.

L'autre point fort de la discussion a été le rapport annuel du Conseil fédéral sur les activités de la Suisse au Conseil de l'Europe en 1989 (90.010) et celui de la Délégation parlementaire suisse (90.013). L'engagement remarquable de nos représentants au sein de commissions à Strasbourg peut être marqué d'une pierre blanche tant il a contribué notamment à préciser le rôle futur du Conseil de l'Europe dans la construction européenne et à favoriser l'intensification des relations avec les pays de l'Europe de l'Est. Ces relations vont s'intensifier et conduire nécessairement à une redéfinition des rapports Est-Ouest et du rôle des autres institutions européennes, telles que la CSCE. La commission a pris acte des deux rapports.

La commission a en outre adopté des propositions de ses membres en vue de renforcer - d'entente avec le département concerné - les contacts à l'étranger à l'occasion de la création d'un Espace économique européen et dans le cadre de l'aide apportée aux pays de l'Europe de l'Est.

- 2 -

La coopération au développement

La commission a examiné le message du Conseil fédéral concernant la continuation de la coopération technique et de l'aide financière en faveur des pays en développement (90.018). Elle a approuvé à l'unanimité le projet d'arrêté fédéral. Elle a pris connaissance avec grande satisfaction du concept du Conseil fédéral en matière de coopération au développement, elle appuie l'ordre des priorités tel qu'il a été établi et, en particulier, l'appréhension globale des choses. Le nouveau crédit de programme de 3'300 millions de francs fixé pour une durée de quatre ans va permettre à la Suisse de s'approcher de la contribution moyenne des pays de l'OCDE (0,35 % du produit national brut). La commission est d'avis que cet objectif doit être atteint le plus tôt possible, mais relève cependant que la priorité doit être mise avant tout sur la qualité de l'aide au développement et que le personnel nécessaire, qualifié et motivé, doit pouvoir être mis à disposition.

Dans ce contexte, la commission a également examiné la pétition concernant la réduction des crédits accordés par l'aide au développement (ECO-POP) (90.252) et en a pris acte. Les demandes relatives au planning familial dans le Tiers Monde et à la non-réduction des crédits accordés par l'aide au développement sont déjà prises en compte dans la pratique récente du DFAE et dans le message.

Berne, le 29 mai 1990/LM

Service du Parlement
Service de commission II

Vertraulich

NATIONALRAT
Kommission für auswärtige
Angelegenheiten

3003 Bern, Juni 1990

TEILPROTOKOLL 1 der Sitzung vom 29. Mai 1990, 8.00 - 12.10 h, in
Bern, Parlamentsgebäude, Zimmer 87

TAGESORDNUNG 3. Engagements der Kommission im Ausland; Antrag
Bircher; Programmwurf

Engagements de la Commission à l'Etranger:
Proposition Bircher; Programme provisoire

TEILNEHMER Präsident: Bundi

Anwesende Mitglieder:

Auer, Bär, Bäumlin, Bircher, Burckhardt, Cevey,
Dietrich, Euler, Frey Walter, Grassi,
Grendelmeier, Mühlemann, Petitpierre, Rohrbasser,
Rychen, Segmüller, Segond

Weitere Teilnehmer:

H. Bundesrat Felber, Vorsteher EDA
H. Schaller, Generalsekretär
H. Staatssekretär Jacobi
H. Friedrich, Koordinator für Hilfe an die
Ostländer, EDA, Politische Direktion
H. Clerc, Parlamentsdienste

Entschuldigt: Loretan, Portmann, Wyss Paul,
Zbinden Paul, Ziegler

Sekretariat: H. Magnin

Protokoll: Frau Stauffer (d), Frau Baessler (f)

- 1 -

Präsident: Verschiedene Kollegen/innen haben die Anregung gemacht, dass unsere Kommission versuchen sollte, mit ausländischen Stellen Kontakt aufzunehmen, um sich über das Thema Integration zu informieren. Ich habe die Parlamentsdienste gebeten, ein - noch völlig unverbindliches - Programm für einen Auslandsbesuch zusammenzustellen. Wenn wir etwas unternehmen wollen, müssen wir dies in der Kommission beschliessen. Von Seiten der Parlamentsdienste wurden Bedenken angedeutet; wenn die ganze Kommission ins Ausland reisen wollte, gäbe es Probleme mit dem Budget. Auch könnte in anderen Kommissionen der Wunsch geweckt werden, dasselbe zu tun.

Gestern fand eine Sitzung statt zwischen dem Generalsekretär Sauvant und der Verwaltungskommission. Herr Clerc von den Parlamentsdiensten wird uns darüber berichten, was das Resultat dieser Aussprache in Bezug auf unser Thema gewesen ist.

Burckhardt zu seinem Vorschlag: Es geht mir darum, dass wir nicht nur auf die Aeusserungen der Exekutive und der Presse abstellen, sondern wenn möglich vor Ort im Gespräche mit verschiedenen Leuten uns unsere Meinung bilden können. So können wir unabhängigere Beiträge zur Lösung von Problemen abgeben.

Gerade der Kontakt mit skandinavischen Kollegen und Wirtschaftsrepräsentanten kann uns noch andere Lichter aufstecken als jene, die wir durch die üblichen Kanäle erreichen können. Daher finde ich, man sollte sich in Brüssel orientieren, nicht nur durch unsere eigenen Leute, sondern vor allem durch Leute anderer Länder. Zudem sollten wir mit Menschen aus Skandinavien über die Europaproblematik sprechen. Es wäre auch interessant, die Sache durch die Augen der Oesterreicher zu sehen, oder auch durch jene von Ländern, welche bereits aktiv in der EG mitmachen.

Ich halte den Aspekt der schweizerischen Politik, den wir hier behandeln, für einen Jahrhundertaspekt. Ich verweise auf meinen Brief an den Präsidenten: Es könnten auch nur einzelne Personen oder kleine Gruppen sich an einen Ort begeben zuhanden der Kommission.

Präsident: Für eine solche Aktion müsste man wohl den Zeitpunkt Oktober/November vorsehen. Die Europahilfe, die Herr Bircher vorschlägt, müsste dagegen erst nächstes Jahr eingeplant werden. Bei den Daten, die gerade zirkulieren, handelt es sich um eine normale Sitzung unserer Kommission.

Bircher zur Begründung seines Antrages (siehe Anhang): Der Antrag von Ende März versucht, einen Zusammenhang herzustellen zu der Botschaft über die verstärkte Zusammenarbeit mit osteuropäischen Staaten und entsprechende Soforthilfemassnahmen (89.075), die wir in der Märzsession mit riesigem Mehr verabschiedet haben. Während der Beratung dieser Vorlage ist bei mir die Idee gereift, dass wir selbständig als Parlamentskommission einen wertvollen Beitrag leisten könnten im Rahmen dieser Botschaft.

Schwergewichtig wurde technische Unterstützung beschlossen, ferner Wirtschaftsmassnahmen, humanitäre Hilfe und schliesslich die

- 2 -

Botschaft). Zur Ausgestaltung des kulturellen Austauschs wurden verschiedene Anregungen gemacht. Kollege Loretan z.B. hat den Städteverband angeboten; auch von verschiedene Organisationen wie Kaderorganisationen oder gewerkschaftliche oder dem Gewerbe nahestehende Organisationen wurde gesprochen, die sich im Austausch mit den ost- und mitteleuropäischen Ländern zur Verfügung stellen sollten. Mir scheint, dass jene Länder, deren demokratische Strukturen erst im Entstehen begriffenen sind, grosses Interesse haben dürften, in diesem Rahmen ein bilaterales Arbeitsgespräch oder auch ein Treffen zum Informationsaustausch abhalten zu können.

Ich könnte mir vorstellen, dass wir über unsere Einrichtungen berichten, jeder aus einem Arbeitsbereich: aus der Arbeit im Parlament, in der Partei - ich denke an Parteipräsidentin Segmüller z.B. - oder aus dem Verband. Es sollte nicht ein Repräsentativtreffen sein, sondern sich nach einem strukturierten Plan als Arbeitstreffen abwickeln. Deshalb sehe ich auch eine Einbettung in diesen 250 Millionen-Kredit. Wenn wir aus diesem Kredit schon sehr viele Gremien wie z.B. Kaderorganisationen und Verbandsabteilungen in die Lage versetzen, mit den Osteuropäern Kontakte und Ausbildungstreffen zu organisieren, sähe ich diese Möglichkeit auch für den parlamentarischen Rahmen.

Ich glaube nicht, dass wir den Weg über die Parlamentsdienste beschreiten müssen. Unsere Zielsetzung liegt ganz im Rahmen des Postens Politik und Kultur des Rahmenkredites. Auch finde ich, dass man im Prinzip die ganze Kommission dazu einladen sollte. Im Vergleich zu anderen Parlamenten der Welt oder Europas haben wir ein sehr starkes Defizit an direkten Kontakten mit Parlamenten anderer Länder. In Anbetracht des Vakuums, in dem die osteuropäischen Länder schweben, nachdem sie den Marxismus-Leninismus verlassen haben, aber den politischen und wirtschaftlichen Kontakt mit dem übrigen Europa noch nicht gefunden haben, könnten wir einen wertvollen Beitrag zur Ueberbrückung dieses Zustandes leisten. Auch für uns selbst wären diese Treffen bereichernd, indem wir ein im Aufbau befindliches System etwas näher kennenlernen könnten.

Am Schluss werden wir über diesen Rahmenkredit zu Buche sitzen; vielleicht werden wir ihn verlängern. Es schiene mir dann sinnvoll, dass wir einen praktischen Teil gesehen und sogar einen praktischen Beitrag geleistet hätten.

M. Clerc : Le Bureau du Conseil national débatta le 14 juin d'un projet de directives concernant les voyages des commissions à l'étranger. M. Grassi, membre du Bureau et ici présent, pourra intervenir lors de la séance de vendredi prochain.

- 3 -

Les directives - à l'état de propositions - sont les suivantes :

- 1) Lorsqu'une commission entend faire un voyage à l'étranger, elle fait part de sa demande au Bureau, qui est compétent pour décider définitivement.
- 2) La commission doit mettre au point un programme comportant des objectifs précis de manière à démontrer l'intérêt indiscutable du voyage et de l'apport significatif des discussions organisées sur place. Elle présente à cette occasion un budget.
- 3) La commission désigne au plus 1/3 de ses membres pour effectuer le voyage compte tenu des groupes, des langues et de l'intérêt démontré par les députés pour le problème en question.
- 4) La commission se fait accompagner de son secrétaire ou d'un représentant des services du Parlement ainsi que le cas échéant d'un spécialiste de l'administration fédérale, tel un traducteur.
- 5) Le secrétaire de la commission réunit la documentation que les participants s'engagent à étudier.
- 6) Au cours d'une séance de préparation, les participants se mettent d'accord sur les problèmes à soulever lors du voyage et répartissent les responsabilités.
- 7) Suivant le but du voyage, la délégation prend contact avec le président de la commission du Conseil des Etats, et les commissions et délégations qui s'occupent des relations extérieures du Parlement. Elle informe aussi la représentation diplomatique suisse sur place de sa présence.
- 8) Un rapport est établi à l'issue du voyage. Il est communiqué à tous les parlementaires et aux départements intéressés. Il n'est cependant pas mis en délibération en séance plénière du Conseil.
- 9) Les participants sont indemnisés conformément à la législation sur les indemnités.

Ces directives ont été conçues suite à une discussion au sein du Bureau à propos d'une demande de la Commission de l'énergie de se rendre à Tschernobyl. Une réponse a déjà été donnée à la Commission dans ce sens.

Comme on l'a déjà dit, il n'existe aucun budget pour ce type de voyages. Il faudrait donc procéder par voie de crédits supplémentaires si un tel voyage devait encore avoir lieu en 1990. Pour l'année prochaine, des dispositions ont déjà été prises pour porter au budget 1991 un crédit de 300 000 francs qui permettrait de financer d'éventuels voyages de commissions à l'étranger.

En ce qui concerne le thème spécifique de Bruxelles, il faudrait fixer le cadre des interlocuteurs possibles. Il y a la commission, mais il y a aussi les gouvernements, le parlement européen et ses présidents de groupes, les fonctionnaires en charge du dossier Suisse ou du dossier EEE de la CE, il y a les représentants des 5 autres pays de l'AELE. IL se pose en outre une question d'opportunité politique : une telle démarche doit-elle être entreprise alors que des négociations sont en cours ou sur le point de commencer ? Il y a un risque de pression ou d'interférence de ce voyage dans le cadre des négociations et il serait regrettable que l'on puisse jouer contre le Conseil fédéral dans une affaire aussi importante. D'un autre côté, l'intérêt d'un contact personnel et direct avec les représentants de la CEE est évident.

- 4 -

La réponse à cette question de l'opportunité d'un tel voyage appartient à la commission des affaires étrangères et non au Bureau, et encore moins aux services du Parlement, qui ne sont là que pour préparer des décisions et pour exécuter les décisions que vous prendrez. Il n'empêche que l'expérience que, dans ce type de voyages, une certaine réserve est de mise, car l'opinion publique admettrait mal ce type de déplacements parlementaires à travers l'Europe.

Präsident: Herr Clerc hat gesagt, dass gewisse Reserven vorhanden sind; aber dass es unsere Sache ist, grundsätzlich darüber zu beschliessen.

Schaller: Vom Departement aus sind wir bereit, den Antrag Bircher zu prüfen. Es stellt sich die Frage nach der geographischen Ausrichtung eines solchen Vorhabens. Möchte man diese Ausbildung in einem Ostland selbst an den Mann und an die Frau bringen, oder möchte man dieses Treffen in der Schweiz durchführen? Ich weise darauf hin, dass das Institut universitaire d'hautes études internationales in Genf unter der Führung von Professor Gasteiger daran ist, ein Programm zu konstituieren mit dem Arbeitstitel "Eurocentre". Es wird dort um die Ausbildung, Forschung und Dokumentation gehen, und gerade auch um die Ausbildung von Führungskräften in den demokratisch gewordenen Staaten Mittel- und Osteuropas. Hier will er auch die Abgeordneten in den neu gewählten Parlamenten dieser Staaten miteinschliessen. Wir sind von Herrn Professor Gasteiger angefragt worden, in welchem Rahmen die Eidgenossenschaft hier mitarbeiten könnte. Falls sich diese Idee konkretisiert, könnte sie auch für Schweizer Parlamentarier von Interesse sein. Es wäre vorgesehen, für Parlamentarier aus dem Osten ein- bis zweiwöchige Seminarien in Genf zu organisieren und zu diesen Kursen auch Schweizer Parlamentarier beizuziehen. Je nach Umfang des Ausbildungsprogramms wird mit Kosten von 1 bis 2 Millionen Franken pro Jahr gerechnet. Das Institut hat zur Finanzierung neben dem Bund auch mit dem Kanton und der Stadt Genf Kontakt aufgenommen, mit der Ford Foundation, mit der europäischen Kulturstiftung usw.. In diesem Projekt, dessen Realisierungsmöglichkeiten gegenwärtig geprüft werden, sehe ich Möglichkeiten für wertvolle Mitarbeit durch schweizerische Parlamentarier. - Ein konkretes Vorhaben der Kommission müsste sicher sorgfältig geprüft werden; wir sind bereit, mit einer Abordnung Ihrer Kommission die Modalitäten eines solchen Vorhabens zu besprechen.

Präsident: Soweit mir Reaktionen zu diesem Projekt Gasteiger bekannt sind, wird allgemein gewünscht, dass die Ausbildungsstätte in Bern wäre, nicht in Genf. Eine allfällige Realisierung dieses Projekts käme nicht vor zwei Jahren in Frage; der Antrag Bircher zielt auf eine möglichst rasche Durchführung hin.

Auer: Professor Gasteiger hat mir eine Einladung geschickt für eine Delegation dieser Kommission und der Militärkommission. Er möchte bei einem Essen während der Session seine Vorschläge erörtern. Ich werde versuchen, einen Termin zu finden; aber sein Vorschlag kommt etwas spät.

- 5 -

Das Programm, das er anbietet, ist interessant. Er steht dazu, dass sich die ganze europäische Sicherheitspolitik von Tag zu Tag ändern kann, und dass die Szenarien in der Luft hängen wie selten zuvor.

Euler zu Herrn Grassi als Mitglied der Büros: Nach den Ausführungen von Herrn Clerc könnte man den Eindruck bekommen, dass die zukünftigen Weisungen an die Kommissionsmitglieder für Auslandsreisen sehr restriktiv sind. Wie weit sind diese Richtlinien Diskussionsergebnisse, und wie weit haben die Parlamentsdienste aus eigenem Fundus geschöpft und diese Vorschläge gemacht?

Zum Projekt Gasteiger: Wir sollten hier nicht Parlamentarier erster und zweiter Klasse schaffen; wenn schon, sollten alle orientiert werden, und die sich interessieren, können sich melden. Dieses Auswahlverfahren finde ich nicht adaequat.

Präsident zu Herrn Euler: Das Projekt Gasteiger wurde auch der Europaabteilung der politischen Direktion vorgelegt. Zugleich wurden Kontakte aufgenommen mit Herrn Sauvant in Bezug auf das Postulat unserer Kommission. Beide Projekte werden jetzt von verschiedenen Stellen geprüft.

Mühlemann: Ich begrüsse die verschiedenen Vorstöss sehr. Es kommt jetzt darauf an, was wir wollen. Primär dringend notwendig ist eine bessere Information der Parlamentarier über die Entwicklung in Europa. Ob es in der Verfassung steht oder nicht, wir sind mitverantwortlich für die Aussenpolitik, und wir haben dem Volk die verschiedenen Perspektiven aufzudecken. Wir kommen nur weiter, wenn wir die Sache vor Ort betrachten, nicht bei Treffen in feudalen Ausbildungszentren der Schweiz.

Die Frage ist, wo wir in irgendeiner Weise mithelfen können beim Aufbau der Demokratie. In Ungarn z.B. haben wir den Parlamentarieren wenig zu bieten. Bei den ungarischen Parlamentariern, mit denen ich gesprochen habe, hatte ich den Eindruck, dass sie die Sache meistern werden. Im Gegenteil, wir könnten von ihnen lernen, wie man Prioritäten setzt, wie man in kurzer Zeit eine Verfassung aufbaut, wie man Wesentliches durchführt. In Rumänien dagegen sieht es ganz anders aus; hier wäre eine demokratische Unterstützung am Platz.

Weitere Dinge sind natürlich unsere Information über die Hilfe, die wir anbieten. Ich habe ein schlechtes Gefühl, wenn ich die Botschaft von heute lesen muss, und nicht weiss, was da alles geschehen ist. Das gleiche gilt für die Osteuropahilfe. Es wäre gut, anhand von Stichproben zu prüfen, wie sich eine wirtschaftliche Entwicklungshilfe auswirkt. Man würde rasch sehen, welche Leute von unserer Seite nötig wären, um hier Hilfe tatkräftig an den Mann zu bringen. Wir sollten ein Land auswählen und einen Versuch machen. Professor Gasteiger hat keine Unterstützung nötig; er wird genügend Parlamentarier finden, ob er das in Genf oder in Bern macht. Ich unterstütze den Antrag Bircher, wo wir uns beschränken auf ein exemplarisches Beispiel, um primär selber zu lernen und sekundär mitzuhelfen, dass unsere Projekte richtig und schnell zum Tragen kommen.

- 6 -

Frey Walter: Ich bin nicht unbedingt mit zuviel Zeit ausgestattet. Trotzdem habe ich für beide Anträge sehr viel Sympathie. One time see is better than ten times heare - hören wir oft im Geschäftsleben. Aber auf die Qualität eines solchen Besuches kommt es sehr an, auf die Organisation, die Zielsetzung und darauf, dass man das geboten bekommt, was man anvisiert. Das hat nicht direkt mit den Finanzen zu tun. Die Hilfe des zuständigen Departements sähe ich bei der Organisation einer solchen Reise. Wir müssen offiziell auftreten, damit die Qualität sichergestellt ist. Die finanzielle Seite können wir als Milizparlament auch selber regeln, eventuell aus dem eigenen Sack.

Auch Herrn Birchers Idee einer praktischen Hilfe finde ich gut. Mit Herrn Mühlemann bin ich einig darin, dass die Ungaren Politunterricht nicht nötig haben. Was diese Leute kennenlernen möchten, ist die Nahtstelle von Wirtschaft und Politik. Wie funktioniert das Milizsystem in der Schweiz? Vor allem aber sind sie interessiert am Aufbau der Wirtschaft. Hier können die Erfahrungen einer Kommission sehr viel beitragen. Es geht hier um ein Learning by Doing - wir lernen etwas, indem wir unserer Erfahrung und unser Können weitergeben. Ich unterstütze beide Anträge.

M. Grassi : Nous avons affaire à deux problèmes. D'une part il y a la visite sur place, et d'autre part, il y a la proposition de M. Bircher.

La visite sur place est une idée à appuyer, les arguments en sa faveur ont déjà été exposés.

L'idée de la proposition Bircher est bonne : il est important que nous ayons des échanges, mais je vois des difficultés de réalisation de ce projet. Qui participe ? Tous les membres de la commission ou seulement des spécialistes ? Il se pose à ce titre le problème d'éventuelles discriminations. En quel lieu ? A Berne ou à l'étranger ? Si cela se fait à Berne, il faudra inviter un parlement entier avec les services. Si cela se passe sur place, il y aura un déplacement de personnes à définir. Quelle durée ? Une telle visite devrait en tous cas durer une semaine. Il se pose en outre le problème politique de la discrimination des pays : invite-t-on la Pologne et non la Tchécoslovaquie etc.?

Il me semble donc qu'il faudrait s'en tenir au système traditionnel des délégations parlementaires, et ne pas en rester à des contacts superficiels, par exemple en traitant des problèmes réciproques des deux pays. Il faudrait laisser le soin au DFAE de préparer ces séminaires, d'encourager les rencontres de parlementaires avec des spécialistes, qu'il s'agisse de professeurs d'université ou de magistrats, de représentants de cantons et de communes ou de représentants de l'administration.

- 7 -

Zu Herrn Euler: Das Büro wird die Frage, die Herr Clerc erörtert hat, nächsten Freitag noch beraten. Auslöser ist der beantragte Besuch der Energiekommission in Tschernobyl. Neben der Kreditfrage wurde die Frage der Oportunität aufgeworfen. Es wurde gefragt, ob die Kenntnisse, die man bei einem Besuch in Tschernobyl erwerben könnte, nicht ebenso gut durch Spezialisten, die dabei waren, in Bern selber vermittelt werden könnten. Das Büro war der Meinung, man solle vorsichtig sein bei der Organisation derartiger Reisen und hat den Parlamentsdiensten den Auftrag gegeben, dieses Problem in einem Reglement zu fassen.

Präsident: Es geht heute nur um eine grundsätzliche Zustimmung zu diesen Vorschlägen. Wenn Sie Ja sagen, werden wir zusammen mit dem Sekretariat und dem Büro zwei detaillierte Projekte ausarbeiten. Es wäre denkbar, dass man drei Gruppen bilden würde: Eine Delegation ginge nach Brüssel, eine andere nach Strassburg und eine dritte nach Stockholm. Diese Möglichkeit wäre von den Terminen und vom Aufwand her flexibel.

M. Rohrbasser : Nous avons la chance d'avoir M. le Conseiller fédéral dans cette salle et je proposerai d'abandonner cette discussion, quelque peu futile par rapport aux problèmes que nous devons encore traiter.

Le président demande s'il s'agit d'une motion d'ordre. M. Rohrbasser répond par l'affirmative.

M. Felber : Il y a 2 éléments dans la discussion présente :

- 1) les contacts avec Bruxelles, affaire strictement parlementaire qui ne concerne pas le DFAE. Nous sommes favorables à ce type de contacts d'information.
- 2) L'aide aux pays de l'Est : nous n'allons pas entamer notre crédit pour faire des voyages. On peut aider ces pays sur place, mais aussi de Suisse. C'est un choix. Nous devons répondre aux besoins exprimés par ces pays et non pas faire les missionnaires. Nous pouvons les aider dans le domaine de la culture politique à travers des parlementaires, ou à travers des conseillers d'état, des organisations cantonales ou communales. Nous désirons évaluer des projets concrets. S'il s'agit de projets de culture politique, nous essaierons de les réaliser sous forme de programmes et nous ferons appel à l'appui de parlementaires.

- 8 -

M. Friedrich : Durant la période qui s'est inscrite entre l'adoption du message et l'adoption récente de l'ordonnance, il y a eu des évaluations et des analyses.

Prenons l'exemple de la Hongrie : la Suisse et les USA étaient les seuls, à la fin de l'année passée, à commencer l'exécution concrète de projets d'aide. Lesquels ? Nous nous sommes intéressés à ce qu'il était possible de faire rapidement et où nous étions compétents, c'est-à-dire dans le domaine de la formation. Actuellement, nous recyclons des professeurs de russe en professeurs d'allemand et de français. Autre projet : l'université de Neuchâtel analyse les besoins en management des entreprises hongroises, ignorantes de l'économie de marché depuis des décennies. Des projets complets de recyclage seront présentés dès l'automne.

Nous sommes aussi actifs en Suisse : il y a 15 jours, un séminaire s'est tenu à Genève sur les communautés régionales. Il s'agit de formation politique. Cinq professeurs élus locaux sont venus de Hongrie, Tchécoslovaquie, Pologne et Roumanie se familiariser avec notre organisation au niveau des communes.

Pour conclure : nous sommes à jour avec l'aide concrète que nous apportons, et il faut savoir que ces pays sont submergés d'offres diverses. Il n'est pas dans notre intérêt, pour sauvegarder la qualité de notre aide, de précipiter les choses.

Präsident: Sollten Sie die beiden Anträge annehmen, werden wir uns zusammen mit unserem Sekretariat bemühen, konkrete Projekte auszuarbeiten - nach Absprache mit dem Departement und in Kontaktnahme mit dem Büro. Vielleicht noch während der Sommersession würden Ihnen diese Programme vorgelegt werden.

Abstimmung über den Vorschlag von Herrn Burckhardt:

Dafür einstimmig

Abstimmung über den Antrag von Herrn Bircher:

Dafür einstimmig

Anhang zu Teilprotokoll 1

NATIONALRATKommission für auswärtige AngelegenheitenEngagements der Kommission im Ausland

Antrag Bircher vom 21. März 1990 an den Präsidenten der Kommission für auswärtige Angelegenheiten, Herrn Nationalrat M. Bundi

Der von beiden Räten beschlossene Rahmenkredit zur verstärkten Zusammenarbeit mit osteuropäischen Staaten enthält die Position "Politik und Kultur". Dazu gehört die Beratung beim Aufbau parlamentarischer Strukturen, zu Föderalismus, Demokratie und Parteien. Viele Projekte sind dazu in Vorbereitung. Unsere Kommission soll ebenfalls in diesem Rahmen einen eigenständigen Beitrag leisten. In Zusammenarbeit mit dem federführenden Departement ist deshalb ein entsprechender Vorschlag auszuarbeiten, der sich möglichst auf ein Land beschränken soll und die besonderen Kenntnisse der Kommissionsmitglieder zum Tragen bringt.

CONSEIL NATIONALCommission des affaires étrangèresEngagements de la commission vis-à-vis de l'étranger

Proposition Bircher du 21 mars 1990 à l'intention du président de la commission des affaires étrangères, Monsieur M. Bundi

Le crédit de programme adopté par les Chambres en vue de renforcer la coopération avec des Etats de l'Europe de l'est comprend l'article budgétaire "Politique et Culture". On entend par ce terme les conseils donnés sur la création de structures parlementaires, sur le fédéralisme, la démocratie et les partis. De nombreux projets ont été mis en chantier dans ce but. Notre commission doit elle aussi apporter sa contribution. Il convient donc de préparer, avec le concours du département concerné, une proposition qui se concentre, dans la mesure du possible, sur un seul pays et qui utilise au mieux les connaissances des membres de la commission.

Vertraulich

NATIONALRAT
Kommission für auswärtige
Angelegenheiten

3003 Bern, Juni 1990

TEILPROTOKOLL 2 der Sitzung vom 29. Mai 1990, 08.00 - 12.10 h,
in Bern, Parlamentsgebäude, Zimmer 87

- TAGESORDNUNG
4. 90.018 s Technische Zusammenarbeit und
Finanzhilfe (Eintretensdebatte)
- 90.018 é Coopération technique et aide
financière (Débat d'entrée en
matière)
5. 90.252 Petition betreffend Kürzung der
Entwicklungshilfegelder (ECO-POP)
- 90.252 Pétition concernant la réduction
des crédits accordés pour l'aide
au développement (ECO-POP)

TEILNEHMER

Präsident: Bundi

Anwesende Mitglieder: Auer, Bär, Bäumlín, Bircher,
Burckhardt, Cevéy, Dietrich, Euler, Frey Walter,
Grassi, Grendelmeier, Mühlemann, Petitpierre,
Rohrbasser, Rychen, Segmüller, Segond

Weitere Teilnehmer:

H. Bundesrat Felber, Vorsteher EDA
H. Schaller, Generalsekretär
H. Botschafter Staehelin, Direktor DEH
H. Wilhelm, stellv. Direktor DEH

Entschuldigt: Loretan, Portmann, Wyss Paul,
Zbinden Paul, Ziegler

Sekretariat: H. Magnin

Protokoll: Frau Stauffer (d), Frau Baessler (f)

- 1 -

Der Präsident leitet über zu Traktandum 4, Technische Zusammenarbeit und Finanzhilfe.

M. Felber, Conseiller fédéral : Le message concernant la continuation de la coopération technique et de l'aide financière en faveur des pays en développement sera traité au Conseil des Etats à la prochaine session.

Le message du 21.2.1990 porte sur l'ouverture d'un nouveau crédit de programme de 3 300 millions de francs sur une durée de 4 ans et constitue l'une des grandes tâches de cette fin de siècle. Cette tâche, tous les pays industrialisés du monde ont accepté de l'assumer. Nous aussi, nous sommes persuadés que la poursuite de la coopération au développement répond à une nécessité impérieuse. Elle répond peut-être d'abord à notre propre intérêt, tant sur les plans politique qu'économique, mais aussi sur celui de la gestion de l'environnement.

Le développement des pays pauvres est une tâche de longue haleine qui s'étendra indiscutablement sur plusieurs générations. Indépendamment des diverses critiques que l'on a faites, des résultats tangibles ont été atteints : amélioration de la durée de vie, de la nutrition, de l'hygiène publique, et du seuil de l'éducation.

Ces résultats, cependant, ne sont pas suffisants : plusieurs centaines de millions d'individus ne peuvent pas satisfaire leurs besoins essentiels. De plus, ces dernières années ont enregistré le recul d'un nombre de pays d'Afrique et d'Amérique latine. Ce recul est dû à une crise économique liée à l'endettement, certes, mais aussi à différents facteurs comme la mauvaise gestion économique, la baisse des prix des matières agricoles ou des matières premières produites par les pays en développement.

Dans une tâche aussi difficile et aussi longue, il faut résister à deux tentations : la première est celle du découragement qui pousserait à cesser toute aide, la deuxième serait de s'entêter en poursuivant dans une voie erronée. Nous n'avons pas le droit de nous décourager malgré la difficulté parce que les conséquences d'un échec total seraient extrêmement graves et dommageables pour l'équilibre et la stabilité politique du monde, notamment pour notre pays. Le danger de l'entêtement serait de ne pas soumettre nos actions à une critique constante, de chercher dans les circonstances extérieures une excuse aux erreurs que nous pouvons commettre. Nous devons être vigilants pour tirer constamment de l'expérience les leçons nécessaires. Nous devons écouter les critiques et même les susciter. Notons d'ailleurs que les spécialistes de l'aide au développement sont les personnes les plus critiques que j'aie rencontrées.

Sur le plan quantitatif, la proposition du Conseil fédéral s'inscrit dans l'intention qu'il avait indiquée dans son rapport sur les grandes lignes de la législature 1987-1991 en date du 17.1.88, ainsi que dans son plan financier du 2.10.89. Nous avons prévu une croissance nominale

de l'aide publique au développement de 8% par an jusqu'en 1993. Si l'on tient compte du renchérissement qui est maintenant de 4 à 5 % par an, l'accroissement réel est d'environ 3 % par an. Ce n'est que très progressivement que nous nous rapprocherons de notre objectif qui est de porter nos prestations au niveau atteint par les autres pays membres de l'OCDE.

Face à l'ampleur des besoins des pays en développement, en particulier des pays les plus pauvres, cette progression demeure insuffisante. C'est celle qui nous est imposée par la situation des finances fédérales. En effet, l'augmentation de l'aide publique au développement n'est pas aussi spectaculaire que le pourrait le laisser penser l'augmentation du crédit de programme : le précédent était de 2 200 millions, nous proposons maintenant un crédit de 3 300 millions, mais cette augmentation de 57 % est due à la prolongation de la durée du crédit, qui est maintenant porté à 4 ans, le précédent ayant été prévu pour 3 ans. De toute manière, la décision finale en la matière est prise chaque année au moment de l'approbation du budget. Il s'agit ici d'un crédit-cadre qui nous permet d'estimer nos programmes et de les fixer. C'est au moment du budget que le Parlement décide du volume réel de l'aide publique suisse pour une année. Si le budget annuel devait être réduit au cours des prochaines années, la conséquence en serait un allongement de la durée de validité de ce crédit.

Pour nous, ce message ne se borne pas à être une demande de crédit. C'est l'instrument par lequel nous présentons aux chambres fédérales notre politique de coopération au développement. Le message contient une analyse de la situation des pays en développement, de la relation nord-sud comme nous la concevons actuellement. Rappelons à ce sujet que les pays du sud sont très inquiets de l'évolution en Europe, craignant que les efforts faits par la communauté d'Europe occidentale en faveur des pays de l'Est ne les plongent dans l'oubli.

Le rapport dresse le bilan des activités de ces dernières années qui montrent les objectifs, les priorités, les méthodes de travail et si possible, les résultats de notre action. Le chapitre 4 contient les indications les plus précises possible sur le programme prévu pour les prochaines années sur la base du crédit de programme que nous vous demandons d'ouvrir. Au début de ce chapitre nous indiquons quelles seront les grandes priorités de notre future action, à savoir - ce qui est traditionnel - un accent accru donné à la lutte contre la pauvreté et au développement des ressources humaines, aux problèmes de l'émigration et des réfugiés, qui pèsent de plus en plus lourd pour le monde occidental. Nous nous efforçons de donner davantage de poids à la recherche et à la production agricole, et - fait nouveau - à l'environnement. Ce dernier élément prend toujours davantage d'importance dans le développement et la coopération. C'est une des raisons qui soulignent que nous ne pouvons plus simplement transporter nos modèles de développement et nos structures économiques dans les pays en développement. L'environnement est un domaine dans lequel nos intérêts et ceux de ces pays convergent parfaitement. En Afrique, en Amérique du sud et dans certaines régions d'Asie, la dégradation de l'environnement ne peut pas se faire sans que nous n'en soyons aussi les victimes. Nous entendons en conséquence nous engager de plus en plus dans cette direction. La plupart des pays qui pratiquent l'aide au développement ont également choisi cette dimension dans leurs projets.

Il s'agit moins de lutter contre les effets secondaires comme la pollution, mais d'améliorer la base. Par exemple dans la production agricole, il s'agit de prendre des mesures de conservation des sols, de lutter contre l'érosion, de drainer les terres salinisées, de lutter contre la désertification et le déboisement. L'ambassadeur Staehelin et M. Wilhem pourront apporter tout complément d'informations à ce sujet.

En ce qui concerne l'exécution du programme, nous attachons la plus grande importance à la qualité de cette coopération. Les méthodes de travail de la DDA ont été constamment améliorées au cours des années. Un effort a été fait pour améliorer la durabilité de l'effet de nos actions. Cette durabilité dépend de la bonne insertion de notre coopération dans un programme de coopération cohérent du pays dans lequel nous travaillons. L'établissement de programmes par pays nous permet de juger de la validité des actions. Nous entendons poursuivre notre effort d'amélioration de la qualité par le développement des méthodes de controlling qui ont été mises au point dans notre direction. Elles consistent en des mesures permanentes des résultats, non pas après l'évaluation d'un projet, mais au fur et à mesure du développement du programme, ce qui permet de prendre d'éventuelles mesures correctives.

Tout ceci n'est pas possible sans une adaptation des ressources personnelles et de l'organisation de la DDA à sa tâche. Au chapitre 52 du message, nous décrivons la situation et les problèmes de la Direction et toutes les solutions que nous entendons adopter. Nous souhaitons développer encore la décentralisation de la DDA, avoir recours plus systématiquement aux compétences extérieures à l'administration pour l'exécution des programmes ainsi qu'à du personnel privé pendant une période limitée.

M. Grassi : Je tiens à féliciter M. le Conseiller fédéral pour la qualité du message produit. On voit que la DDA a raffiné ses méthodes et sait maintenant exactement comment traiter ce problème, tant sur le plan de l'organisation que du contrôle.

J'ai trois questions à poser :

1) quelles sont les responsabilités et les possibilités de décision sur place ?

2) Je relève avec satisfaction l'importance que vous attachez au développement à travers la femme. Il faut tenir compte de certains pays dont l'organisation sociale repose sur les femmes. Dans les pays de l'est, notamment, s'il subsiste un sentiment démocratique, c'est grâce à l'intervention des femmes.

Il faut donc une approche particulière et j'aimerais savoir combien de femmes travaillent à la DDA ou sur place pour coopérer au développement.

3) Un autre point fort est le poids que vous donnez à l'artisanat et à la petite industrie : j'ai toujours estimé que l'artisanat était un complément à l'activité agricole. A partir d'une activité agricole, on peut intégrer la petite industrie et l'artisanat, et cela constitue une promotion pour les personnes de la campagne qui ne trouvent pas de travail en ville, notamment. Je vous remercie de ces initiatives.

- 4 -

Dietrich: Ich danke ebenfalls für diese sorgfältige, ganzheitliche und auch mutige Botschaft sowie für den Zeitpunkt, in dem sie erschienen ist: Anfangs März waren ja die Hilfswerke der Kirchen auf dem Höhepunkt ihrer Sammeltätigkeit, und die Botschaft hat mitgeholfen, im Volk mehr Verständnis für die Anliegen der Dritten Welt zu wecken.

Die Botschaft hat vor allem auch aufgezeigt, dass die Hilfe an die Dritte Welt eine Zweibahnstrasse ist. Man hat eingesehen, dass wir nicht nur aus humanitären Gründen zu helfen haben, sondern dass wir aus ökologischen und politischen Gründen darauf angewiesen sind, dass es den Armen dieser Welt besser geht.

Bei den Grundsätzen, die der Bundesrat für die Fortsetzung der Hilfe anführt, muss ein Punkt noch stärker hervorgehoben werden: die Eigenverantwortlichkeit der unterstützten Staaten. Es wird zwar gesagt, dass man nicht bereit sei, Systeme zu unterstützen, in welchen eine korrupte Regierung herrsche. Man muss das Wort "unverschuldet" oder "ohne eigene Schuld" sehr breit auslegen; trotzdem sind die Staaten verantwortlich für das Wirtschaftssystem und die Integrität der staatlichen Bürokratie. Wo diese Integrität nicht besteht, sollte der Bundesrat vermehrt den Mut haben, darauf hinzuweisen, dass feudale Strukturen eliminiert, bürokratische Planwirtschaft ersetzt und die Öffnung für den Weltmarkt und die Demokratisierung vorangetrieben werden müssen.

Es fällt mir auf, dass im Sektor Tourismus praktisch keine Projekte mehr verfolgt werden. Sowohl die EG als auch die UNO betrachten den Tourismus als Wachstumsbranche Nummer 1 in der Weltwirtschaft. Es wäre gut, wenn Tourismusförderung aus unserer Warte heraus gefördert würde. Wir kennen ja die Auswüchse, die entstanden sind, ohne von den Drittweltländern verschuldet zu sein. Wir sollten da mehr leisten, nachdem sich der Tourismus weiter entwickeln wird. Wir haben in unserem Land sehr gute Institutionen und Leute.

Ich weiss nicht, wo die Bedürfnisse liegen; aber ich weiss, dass private Institutionen viele Anfragen aus Drittweltländern haben. Sicher wäre hier mehr Flexibilität angebracht. Z. B. kamen vor Jahren einmal Gesuche aus Nepal, um die Ausbildung von Sherpas in Schutzhütten zu ermöglichen. Es hiess dann, das sei nicht vorgesehen im Budget, und wir mussten uns das notwendige Geld irgendwo beschaffen.

Wie erfolgt die Erfolgskontrolle der einzelnen Projekte? Erfolgt die Kontrolle nur verwaltungsintern?

Ich unterstütze die Anträge des Bundesrates und halte die verlangten Kredite für dringend notwendig.

Rychen: Die Botschaft ist ein sehr gut geschriebenes Werk; ich möchte danken für diesen Bericht. Das Parlament hat ja schon mehrmals die Zielsetzung unterstützt, dass man den OECD-Masstab von 0,35 % des Sozialproduktes anstreben soll.

- 5 -

Wir können nur über den Beschluss auf Seite 139 abstimmen; über sehr viele interessante und wichtige Aspekte können wir gar nicht entscheiden. Ich stelle dies nur fest, damit wir uns der Grenzen bewusst sind, die wir in diesem Parlament gesetzt bekommen.

Es wird darauf hingewiesen, dass eine Aufstockung des Personals nötig ist. Bei den öffentlichrechtlichen Anstellungen kann man wegen des Personalstopps nicht auweiten; man stellt daher weitere Leute in einem privatrechtlichen Verhältnis an. Ich finde, es ist problematisch, dies in der Botschaft zu schreiben und damit die Frage der Umgehung des Personalstopps zur Diskussion zu stellen. Frage: Wäre es nicht möglich, vermehrt Gelder an Entwicklungshilfeorganisationen zu geben und dafür auf einen Ausbau der Tätigkeit der Eidgenossenschaft in eigenen Projekten zu verzichten?

Indien hat einen recht hohen Anteil der Entwicklungshilfegelder - 193 Millionen Franken -, was ca. 9 % des Gesamtkredites entspricht. Es ist ein Land mit sehr grosser Armut; andererseits verfügt es über eine Rüstung und eine hochtechnologische Industrie, die mit jener in Industrieländern durchaus vergleichbar ist. Die Klassenunterschiede sind in Indien besonders krass und offensichtlich. Müsste man da nicht verlangen, dass Indien aus eigener Kraft diese Klassengesellschaft etwas reduziert und die eigenen Kräfte zur Bekämpfung der Armut im eigenen Lande einsetzt? Vielleicht sollten wir Kredite an Indien umlenken in Länder, die es von der gesamten Potenz des Landes her viel nötiger hätten. Die SVP fragt sich schon: Ist es noch nötig, nach Indien so viel Geld "hineinzupumpen"?

Bär: Es ist ein glücklicher Zufall, dass wir diese Botschaft in einem Zeitpunkt diskutieren, wo in den Medien das internationale Projekt "Eine Welt" läuft; es ist dem Departement gelungen, mit dieser Botschaft eindrücklich darzustellen, wie wichtig eine ganzheitliche Betrachtungsweise ist. Es zeigt, wie wichtig der Grundsatz ist: Global denken, lokal handeln. Die Botschaft zeigt auch, wie die klassische Entwicklungshilfe mehr und mehr durch wirtschaftliche und handelspolitische Massnahmen ergänzt und ersetzt werden muss.

Am wesentlichsten scheinen mir die Aussagen auf Seite 42 ff, wo die Elemente der schweizerischen Politik gegenüber den Entwicklungsländern dargestellt werden. Frage: Wie findet eigentlich die departementsübergreifende Diskussion zu diesen entwicklungspolitischen Grundsätzen statt? Mir schiene zentral, dass in Zukunft alle Vorlagen, die wir behandeln, auch unter dem Aspekt der Nord-Süd-Verträglichkeit geprüft würden. Müsste diese departementsübergreifende Zusammenarbeit nicht verstärkt werden? Und müsste nicht zumindest mittelfristig die DEH ausgebaut werden, damit sie die Federführung für eine kohärente Entwicklungspolitik unseres Landes übernehmen könnte?

Mir scheint es dringend, den Anteil der Entwicklungshilfe im Verhältnis zum Sozialprodukt mindestens an das Mittel der OECD anzupassen. Unsere zögernde Haltung ist mir unverständlich und kann sich für unser Land negativ auswirken. - Beim Asylbeschluss, den wir nächste Woche behandeln, müsste man eigentlich Kapitel aus diesem Bericht einfügen,

- 6 -

damit wir sehen, wie kurzsichtig es ist, wenn wir diese ganzheitliche Betrachtungsweise nicht viel stärker einbeziehen.

Mühlemann: Wir bewegen uns hier an der Grenze dessen, was wir als Parlamentarier überschauen und beurteilen können. Ich bin beeindruckt durch die ganzheitliche Lagebeurteilung; es wurden viele Gruppen eingesetzt, wie z.B. die Gruppe Languetin und die Gruppe von Helmut Schmidt, die 16 Weisen der UNO-Experten-Gruppe, der auch Herr Leutwyler angehörte; ich erinnere auch an den Artikel von Herrn Dr. Andreas Schild. Es scheint sich eine Neuorientierung zu neuen Aktionsplänen, zu neuen Massnahmenkatalogen aufzudrängen.

Zur Entschuldung: Ist hier das Konzept, das zuerst Baker, dann Brady für 1989 aufgestellt haben, auch für uns gültig? Deren Grundsatz kann man auch auf die Sowjetunion und auf Osteuropa anwenden: Als erste Voraussetzung für Entwicklungszusammenarbeit muss wirtschaftliches Wachstum vorhanden sein. Dieses wirtschaftliche Wachstum kann nur dann entstehen, wenn strukturelle Reformen im Wirtschaftsbereich durchgeführt werden, weg von der Funktionsplanwirtschaft zu einer wettbewerbsorientierten Marktwirtschaft, und weg von kollektivistischen zu demokratischen Staatssystemen. Ohne Ressourcenlieferung von aussen ist diese Entwicklung nicht möglich. Das Ganze kann nur schrittweise an Pilotprojekten durchgeführt werden. - Dieses Konzept war eine Zeit lang umstritten, hat nun aber mehr Zustimmung gefunden. Es wurde gekoppelt mit der Schuldenerleichterung.

Bei den Pilotprojekten gibt es erstaunliche Phänomene. In Brasilien, einem Land, das aussergewöhnlich viele Rohstoffe besitzt, gibt es Städte mit erschreckender Armut. Daneben gibt es einzelne Städte, die Musterbeispiele sind für blühenden Aufschwung. Wie ist so etwas möglich? Gibt es hier Beispiele, wo durch richtige Anwendung des Konzeptes Erfolge erzielt worden sind?

Ich bin dankbar über die vorliegende Liste der Projekte; aber ich weiss nicht, ob diese Projekte erfolgreich sind oder nicht. In welcher Weise erfolgt die Erfolgskontrolle?

Wichtig scheint mir auch die Kooperation mit anderen Ländern. Hat sich z.B. aus dem Besuch des deutschen Verantwortlichen für Entwicklungshilfe, Herrn Repnik, eine fruchtbare Zusammenarbeit ergeben? Führt das zu Synergieeffekten? Eine nützliche Ergänzung zu diesem Bericht schienen mir Gespräche mit verschiedenen Experten wie z.B. Herrn Schild oder Herrn Gerster.

Herr Schild sagt in seinem Artikel ganz klar, dass wir eine Neuorientierung brauchen, weg von der Entwicklungshilfe zur viel komplexeren Entwicklungszusammenarbeit. Er setzt drei Prioritäten: die Gewährung von sogenannten Programmkrediten, d.h. der Aufbau einer Infrastruktur in bestimmten Ländern; die Unterstützung von Sektorprogrammen, d.h. die technische Beihilfe bei Programmen der Regierung und schliesslich die Unterstützung von intermediären Strukturen, d.h. Sekundärorganisationen, die näher an der Basis sind. Er macht deutlich dass unsere Entwicklungshilfe der siebziger und der achtziger Jahre vielerorts zu einer etatistischen Tendenz geführt habe,

- 7 -

indem Funktionärsschichten aufgebaut wurden, die grosse Teile der Hilfe für sich beanspruchten und nicht an die Basis weiterleiteten. Diese Prioritäten einer Entwicklungshilfe überzeugen mich persönlich; wie steht die Verwaltung dazu?

Zur Entwicklungszusammenarbeit mit den Herkunftsländern der Asylbewerber: Die Kommission Revision des Asylgesetzes wird Ihnen ein Postulat vorlegen, wo man Hilfe an die Länder postuliert, die uns Asylanten liefern. - Grundsätzlich bin ich für die Unterstützung des Kredites, auch wenn er eine beträchtliche Erhöhung beinhaltet.

Frey Walter: Ich möchte mich den Komplimenten in Bezug auf Zeitpunkt und Inhalt der Botschaft anschliessen. Nicht ganz einverstanden bin ich damit, diese enorme Erhöhung der Entwicklungsgelder so vorbehaltlos zu akzeptieren. Entwicklungshilfe ist in erster Linie von der Qualität abhängig, und erst in zweiter Linie von der Quantität. Diese 0,35 % des Bruttosozialproduktes muss man als politisch quantitative Zielsetzung erkennen.

Zu den Grössenordnungen: Die Verschuldung der Drittweltländer hat enorm zugenommen, seit 1982 um 470 Milliarden Dollar. Die Gesamtverschuldung im Jahre 1989 wird mit 1300 Milliarden Dollar angegeben. Wenn ich dies vergleiche mit den 3,3 Milliarden SFr., die für vier Jahre eingesetzt sind, und diese grosszügigerweise in Dollar konvertiere, machen sie gerade 0,25 % aus. Es kommt eben vor allem auf die Qualität der Entwicklungshilfe an, und diese ist für uns Parlamentarier schwer nachzuvollziehen. Sie haben sich in Ihrer Botschaft sehr Mühe gegeben, die Kriterien aufzuzeigen, nach denen Sie diese Mittel einsetzen; aber es ist nicht an uns, hier Entscheide zu treffen, und bei einem so grossen Betrag, der immerhin 3 % des schweizerischen Jahresbudgets ausmacht, stört einen dieser Punkt.

Wie weit ist im zukünftigen Vierjahresprogramm die Maxime des Bundesrates der geographischen und sektoriellen Konzentration berücksichtigt? Ich habe ausgerechnet, dass für multilaterale Hilfe 30,9 % der Gesamtsumme eingesetzt werden; das scheint mir viel unter dem Aspekt der qualitativen Effizienz der Hilfe. Ich glaube eher an die Effizienz der Schweizer Hilfe, als wenn wir das Geld in multilaterale Töpfe hineinwerfen.

Zu Indien: Ich war zweimal dort und war von der Armut in Kalkutta menschlich sehr beeindruckt. Aber die Bemerkungen von Herrn Rychen über die enormen Klassenunterschiede stimmen natürlich. Warum stellen wir gegenüber Südafrika Kriterien auf für die Entwicklungshilfe, aber keine für Indien? Wenn man schon Kriterien hat, sollte man sie für alle in Frage kommenden Länder anwenden.

Zusammengefasst: Bei so hohen Beträgen habe ich immer ein etwas ungutes Gefühl. Es ist eine enorme Steigerung; ich bin nicht überzeugt, dass die Wirtschaft in Zukunft so gut laufen wird wie in den letzten 7 Jahren. Vorsicht ist geboten; den Rahmenkredit können wir trotzdem sprechen.

- 8 -

Zu Frau Bär: In der Asylpolitik wenden wir auch noch etwa 400 Millionen Franken pro Jahr auf. Für die 14 Millionen offiziellen Flüchtlinge der UNO wird eine Milliarde SFr. aufgewendet. Diese Zahlen sind auch dem Volk bekannt; darum ist es wichtig, dass wir so gute Unterlagen bekommen. Nur so können wir erklären, dass wir daran glauben, dass unsere Behörden mit diesem sehr, sehr vielen Geld vor allem qualitativ gute Hilfe leisten.

Bäumlin: Qualität in der Entwicklungshilfe muss zum Ziel haben, dass Hilfe nicht mehr Hilfe ist, sondern gleichberechtigte Zusammenarbeit, und zwar nicht nur im technischen Sektor, wie es im Titel der Botschaft steht, sondern generell. Beim Lesen des Berichts habe ich den Zusammenhang zum Postulat Mühlemann in der AVB-Kommission hergestellt und mich gefragt, ob denn die Türkei ein Entwicklungsland sei. Eine generelle Einteilung in Erste und Dritte Welt versagt bei den konkreten Problemen.

Für die Botschaft möchte ich mich ebenfalls bedanken. Das Wichtigste an der Entwicklungshilfe ist das kritische Aufarbeiten der weltweiten Entwicklungen, nicht die Vorgabe des Ziels, dass alle Länder sich in die Richtung der Industrieländer entwickeln müssen. Vielmehr geht es um die Erfassung des Zusammenlebens der Völker und um die kritische Aufarbeitung der Gründe für diese Entwicklungen. Der Kolonisationsprozess, den wir auf dem Gewissen haben, ist noch nicht abgeschlossen. Die Folgen der Kolonisation, die wir initiiert haben, haben wir an die Entwicklungsländer delegiert.

Diese kritischen Analysen sind das Wichtigste an der Entwicklungshilfe; daher muss man die personellen Mittel der DEH dort einsetzen. Es muss klar werden, wo anzusetzen ist, und das heisst unter Umständen: umdenken und umhandeln. Sonst geht die Entwicklung, der wir eine bescheidene Hilfe entgegensetzen, in eine ganz fatale Richtung, die auch für uns die Kosten sichtbar werden lassen wird.

Zu den Ausführungen von Herrn Mühlemann: Könnte durch den Ausbau des Ausbildungssektors im Entwicklungshilfebereich die Flüchtlingsproblematik bekämpft werden? Nicht nur in der Türkei, die für mich kein Entwicklungsland ist, sondern auch in der Dritten Welt. Ich habe an der Tagung der schweizerischen Arbeitsgemeinschaft für Naturwissenschaften in Freiburg teilgenommen; was Herr Botschafter Staehelin dort gesagt hat, hat mich beeindruckt. Ich wünschte mir einen verstärkten Akzent im Ausbildungsbereich, auch in der universitären Bildung. Wir müssen die Leute aus der Dritten Welt, die bei uns studieren, als gleichwertige Partner anerkennen.

Ueber den Anfang des Votums von Herrn Grassi, wo er auf die Frauenfrage hingewiesen hat, habe ich mich ausserordentlich gefreut. Im Uebrigen bin ich überzeugt davon, dass wir die Botschaft unterstützen müssen.

Segmüller: Ich stelle mich uneingeschränkt hinter diese Botschaft und den geforderten Kreditrahmen. Wir sollten nicht bilaterale gegen multilaterale Hilfe ausspielen, sowenig wie direkte Hilfe gegen die Unterstützung der Hilfswerke. Es ist beides nötig; man müsste überall erhöhen - selbstverständlich im qualitativen wie im quantitativen Sinn.

- 9 -

Ich bin Mitglied der beratenden Kommission des Bundesrates für die Entwicklungszusammenarbeit, die in engster Zusammenarbeit mit der DEH arbeitet; in dieser Kommission, die von Herrn Nebiker präsiert wird, sind alle Parteien vertreten - neuerdings auch die Grünen -, die Hilfswerke, die Industrie usw. Wir haben diese Botschaft von Anfang an begleitet. Auch Herr Gerster ist dabei und steht voll dahinter. Diese Botschaft ist nach allen Seiten hin abgestützt.

Zu den Kriterien für die Erfolgskontrolle: Für das Eintreten von Erfolgen ist die Langfristigkeit eine zentrale Voraussetzung. Langfristige Hilfe, Vertrautheit mit den Gegebenheiten, besseres Kennen der Partner ist unabdingbar. So wünschenswert die Uebergabe der Projekte an die Einheimischen ist, so ist sie oft sehr problematisch und schwer möglich, und eine Präsenz der Hilfswerke bleibt oft nötig. Gerade wenn man den Grundsatz der Gleichberechtigung der Partner ernst nimmt, ist die Stellung der Hilfswerke besonders wichtig; denn die Hilfswerke können etwas unabhängiger operieren als die offiziellen Organe des Bundes. Das Ernstnehmen der Empfängerländer heisst ja oft auch Respekt vor ihrem System, das wir gar nicht schätzen, sei es wegen Menschenrechtsverletzungen oder wegen Kastenwesens. Die Nichteinmischung kann auch ihre Pferdefüsse haben.

Bei kleinen Ländern, wo es um aufkeimende Demokratiebestrebungen geht, gibt es auch Erfolgserlebnisse. Sie haben dieses Frühjahr die Entwicklung der leisen Revolution in Nepal mitverfolgt. In Absprache mit dem EDA habe ich in der Fragestunde nach der Haltung des Bundesrates gegenüber den Entwicklungen in Nepal gefragt; wir haben - wie auch Deutschland und die USA - bewusst unser langjähriges Engagement in diesem Land als Drohfinger verwendet. Dieser Druck hat dazu beigetragen, dass eine friedliche Aenderung in die Wege geleitet wurde.

Konkret geschah folgendes: Ueber direkte Verbindungen habe ich am Tag der Fragestunde erfahren, dass ein Medizinprofessor, ein führender Kopf dieser Demokratiebewegung, verhaftet worden war. Ich habe in der Zusatzfrage auf diese Verhaftung hingewiesen. Mittlerweile ist dieser Medizinprofessor Gesundheitsminister geworden, und ein Gesinnungsgenosse ist jetzt Finanzminister. - Die Frage und die Antwort des Bundesrates war von den interessierten Kreisen übersetzt, per Fax nach Nepal geleitet und auf einem Flugblatt verteilt worden. Diese neuen Minister haben uns gedankt für unsere Intervention und für das Interesse, das das schweizerische Parlament an der Entwicklung in Nepal nehme.

Zur Hilfe in die Asylherkunftsländer: Im Bereich der Entwicklungshilfe haben wir uns einmal Grundsätze gegeben. Die Asylherkunftsländer erfüllen in der Regel diese Kriterien nicht. Die Asylsuchenden kommen nicht aus den ärmsten Ländern. Unsere Art der Entwicklungshilfe ist nicht die Antwort auf die Migrationsströme. Dort geht es viel mehr um politische Entscheide; die Türkei ist ein Musterbeispiel dafür, dass man mit unserer Art von Entwicklungshilfe dort nicht ankommen kann. Sicher gäbe es andere Arten; aber nicht auf Kosten der traditionellen Entwicklungshilfe. Das wäre ein neues Projekt mit anderen Kriterien.

- 10 -

Vergessen wir auch nicht: Wir müssen unser Image international behaupten. Und ein glaubwürdiges Engagement in der Entwicklungshilfe hat hier einen hohen Stellenwert.

Präsident: Eine Aktion, wie sie von Frau Segmüller erwähnt worden ist, wurde auch von den beiden Präsidenten der aussenpolitischen Kommission zusammen mit den beiden Ratspräsidenten unternommen. Nach den jüngsten Unruhen in Nepal haben wir einen Brief an die Exekutive von Nepal geschickt und um Einhaltung der Menschenrechte gebeten, mit dem Hinweis, dass man andernfalls die Entwicklungshilfe überprüfen werde. Auch diese Intervention scheint eine gewisse Wirkung gehabt zu haben.

Grendelmeier: Frau Segmüller hat auf den Aspekt der Imagepflege hingewiesen. Wir stehen - als reiches Land - nicht an vorderster Stelle, wenn es um Entwicklungshilfe geht. Zu Herrn Frey: Es handelt sich um 825 Millionen Franken pro Jahr. Das ist für unser Land nicht viel Geld. In Anbetracht der Aufgaben, die wir seit vielen Jahren verfolgen, ist das sehr wenig Geld. Wir sollten nicht weiterhin das Image des kleinlichen Schweizers pflegen; wir sind immer gross im Nehmen und klein im Geben. Es ist bemühend zu sehen, dass es immer noch Kreise gibt, die glauben, dass diese Beträge vor allem der Kontrolle unterstellt werden müssen, dass bei angeblich so viel Geld nichts schief laufen darf. Kontrolle in diesem Sektor ist ausserordentlich schwierig nicht nur wegen der verschiedenen Gegebenheiten und den verschiedenen Ländern, sondern weil im Laufe der Jahrzehnte die Entwicklungshilfe permanent neu überprüft werden muss. Jede Zeit und jedes Land braucht eine eigene Unterstützung, und der "Fehler" muss programmiert sein. Man muss beweglich bleiben und sich immer wieder den neuen Begebenheiten anpassen.

Es ist gut, dass Herr Grassi die Berücksichtigung der Frauen erwähnt hat: Sie sind die Kulturträger, die Familienträger. Wenn es uns gelingt, die Kultur, und damit die Familie, am Ort zu erhalten, leisten wir einen Beitrag zur Verminderung der Migration. Damit können wir indirekt einen Beitrag leisten zur Bekämpfung des Faschismus, der als Folge der Migration in unseren Ländern im Entstehen begriffen ist. - Ich bin der Meinung, dass wir voll hinter dieser Vorlage, hinter diesem sehr bescheidenen Antrag, stehen müssen.

Präsident: In den Regierungsrichtlinien hat der Bundesrat wiederholt verkündet, dass die Schweiz möglichst rasch den Anschluss an die 0.35 % der OECD-Länder erreichen wolle. Aber auch im Jahre 1989 haben wir wieder keinen Fortschritt gemacht. Ich sehe auch die Problematik: Einerseits mehr Geld, das zur Verfügung gestellt werden soll, andererseits Mangel an Personal. Kaderleute, die im Feld arbeiten, haben Bedenken angemeldet, ob sie in der Lage seien, dieses Mehrgeld richtig einzusetzen. Die Qualität der Arbeit soll ja sicher den Vorrang haben. Wie kann man gewährleisten, dass gut ausgebildetes und motiviertes Personal in genügendem Masse zur Verfügung steht für diese zusätzlichen Aufgaben?

Zur Verschuldung: Es scheint, dass die Projektidee der Hilfswerke, zur 700-Jahr-Feier einen 700-Millionen-Schuldenerlass für die Dritte Welt

- 11 -

durchzuführen, auch bei Bundesrat Stich Anklang gefunden hat. Die Idee ist die, auf Rückzahlung der Schulden zu verzichten zugunsten eines Gegenwertfonds, aus welchem Selbsthilfeprojekte, die umwelt- und sozialgerecht wären, finanziert werden könnten. Es könnten noch zusätzliche Bedingungen daran geknüpft werden, wie z.B., dass das betreffende Land nicht weiter aufrüstet, vielleicht sogar abrüstet. Wie ist die Haltung des EDA gegenüber diesem Projekt?

M. Felber, Conseiller fédéral : Il y a deux éléments de réponse aux commentaires que vous avez faits. M. Staehelin et M. Wilhelm répondront aux questions d'ordre plus technique.

1) D'une manière générale, faisons une mise au point politique. Beaucoup d'entre vous ont laissé entendre que dans de nombreux pays en développement, les régimes n'étaient pas encore démocratiques ou avaient une coloration qui, à l'éclairage des évènements survenus en Europe de l'Est, se trouvait dépassée. Je crois pouvoir affirmer que la politique engagée par M. Gorbatchev en URSS et la réaction subséquente suscitée en Europe centrale a été un signal que la majorité des pays en voie de développement a bien compris. Les entretiens que nous avons eus récemment avec, notamment, des pays africains, laissent entendre qu'il y a chez eux un détournement de l'option traditionnelle étatique et collectiviste en faveur d'une ouverture à l'économie de marché et à la démocratie pluraliste. Même des pays tels que l'Angola et le Mozambique annoncent se diriger vers un autre modèle de développement politique. Il n'est donc plus opportun d'intervenir directement pour dicter une forme de structure politique. Ces pays choisissent une nouvelle voie, ce qui nous permet de leur assurer le maintien de notre coopération.

2) Le montant de 3 300 millions est calculé pour 4 ans, alors que le montant précédent de 2 200 millions était calculé pour 3 ans.

Notons que ce montant est en fait utilisé sur une période plus longue.

En réalité, l'augmentation annuelle est relativement faible.

A ce crédit cadre s'ajoute celui qui est en discussion auprès des commissions des affaires économiques extérieures. Il s'agit des crédits pour l'aide macroéconomique, qui sont de 850 millions de francs, et qui s'ajoutent au fonds public pour l'aide au développement.

- 12 -

Stahelin: Ich danke Ihnen für Ihre positive Stellungnahme, die für uns sehr motivierend ist. Zu Herrn Grassi: Die Organisation auf Platz ist sehr wichtig, und wir haben sie in den letzten Jahren schrittweise verstärkt. Bisher hatten wir in jedem Land, in dem wir ein namhaftes Programm haben, ein Koordinationsbüro. Dieses Koordinationsbüro wurde in letzter Zeit ausgebaut, um den Dialog mit den Partnern vertiefen zu können. In erster Linie müssen ja die Partner etwas wollen, und nur dann können wir zustimmen und ein Programm durchführen. Die *Prise de décision* wird sehr stark durch den Dialog auf Platz bestimmt, auch wenn er formell von uns in der Zentrale getroffen werden muss. Wie weit wir Entscheidungskompetenzen dezentralisieren können, wird gegenwärtig in einer Selbstdiagnose geprüft. Das widerspricht nämlich den Tendenzen, mehr Programme an unsere Partner auszulagern. Denn unsere Partner, die Regisseure, möchten lieber mit der Zentrale verhandeln als mit zwanzig verschiedenen Koordinationsbüros. Dieses Spannungsverhältnis muss gelöst werden durch klare Kompetenzabgrenzung und klare Aufträge.

Die Koordinationsbüros sind auch für die Wirksamkeit der Hilfe sehr wichtig, weil sie an der lokalen Koordination mit den Ministerien und den anderen Hilfsorganisationen direkt beteiligt sind. In Gebieten, wo die Schweiz eine besondere Erfahrung hat, kommt es immer öfter vor, dass unsere Partner - der Entwicklungsländer und anderer Organisationen wie z.B. die Weltbank - die Schweiz bitten, in diesen Bereichen eine sektoriell führende Rolle zu übernehmen. In anderen Gebieten versuchen wir, von der Erfahrung der anderen zu profitieren.

Wir haben auch die Kontrolle im engeren Sinne verstärkt, indem wir in diese Koordinationsbüros immer mehr Revisoren eingliedern, die die Revisionsarbeit, die früher in Bern gemacht wurde, im direkten Dialog mit den Projektverantwortlichen durchführen. Das hat die Qualität der Projekte verbessert; denn unsere Revisoren sind ausgebildete Buchprüfer, die auch unternehmensberaterisch wirken.

Zur Rolle der Frau: Wir werden in den kommenden Jahren diesem Aspekt mehr Beachtung schenken. Es geht um ein ganzheitliches Vorgehen; rein sektorielle Frauenprogramme verpuffen in der Regel. Wichtig ist es zu wissen, wie sich Projekte auswirken. Zur Illustration möchte ich an die Talkäsereien erinnern, die Gotthelf in der "Käserei in der Vehfreude" geschildert hat. Die Einführung der Talkäserei hat die Stellung der Frauen im Dorf geschwächt; denn die Milchproduktion wurde ein Cash crop und fiel ganz in den Bereich des Mannes. Ähnliche Entwicklungen können wir überall feststellen.

Beim Personal der DEH haben wir noch nicht genug Frauen. Fortschritte wurden gemacht auf der Stufe der Nachwuchskräfte. Aber es braucht Zeit. In den obersten Kaderfunktionen sind die Frauen noch sehr, sehr schwach vertreten. Ich bedauere das; aber wir hätten vor 15 Jahren anfangen müssen, um diesen Zustand zu ändern.

Zu Herrn Dietrich: Die Eigenverantwortlichkeit der unterstützten Staaten ist in unserer Politik ein zentrales Thema, und auch die Förderung des Wandels zur Schaffung der Voraussetzungen für Entwicklung. Es freut mich, dass Frau Segmüller auf das Beispiel in Nepal hingewiesen hat. Uebrigens war der schweizerische Botschafter in

Indien der erste, der Nepal eine ganz formelle Note mit der schweizerischen Auffassung übergeben hat. Verschiedene Gesprächspartner aus der Regierung haben ihm ausdrücklich gedankt für diese entschiedene Haltung.

Der Idee der Tourismusförderung sind wir nicht verschlossen: Gerade kürzlich habe ich in Kenja an höchster Stelle, beim Staatspräsidenten, persönlich interveniert, um die Nachhaltigkeit der Hotelfachschule in Nairobi, eines der wichtigsten Projekte, die die Schweiz je realisiert hat, gewährleisten zu können. Das Weiterdauern dieser Schule war bedroht durch gewisse Korruptionsgefahren. Auch die Hotelfachschule in Bandung in Indonesien läuft weiter, völlig indonesisiert, aber mit kleinen Begleitaktionen, die helfen, die Qualität dieses Programmes aufrecht zu erhalten. Wir prüfen auch Möglichkeiten der Tourismusförderung in den Kapverden; das ist eine vergleichende Wertung verschiedener Entwicklungsmöglichkeiten, die sich in diesem äusserst armen, landschaftlich reizvollen Gebiet bieten.

Zur Erfolgskontrolle: Es sind systematisch eingebaute Selbstkontrollen vorhanden. Für jedes Projekt muss ein Kreditantrag gestellt werden, in dem die Oberziele, die konkreten Ziele und die Zwischenziele formuliert sind; auch muss aufgezeigt werden, was gemessen werden kann. Dies wurde vor zwei Jahren in dieser verbindlichen Form eingeführt, und wir sind daran, dieses Instrumentarium weiterhin zu verbessern. Wir sind auch daran, das Controlling im Zusammenhang mit der eidgenössischen Finanzkontrolle in einer Sektion systematisch und umfassend einzuführen - Controlling im amerikanischen Sinne, was auch Führungshilfe beinhaltet.

Für die externe Kontrolle stellen wir Experten von Consulting- Firmen an, von Hilfswerken oder von Universitäten. Systematisch werden externe Leute gewonnen für Evaluationsmissionen, die wenn immer möglich in Zusammenarbeit mit einheimischen Evaluatoren durchgeführt werden.

Sehr wichtig ist auch die Kontrolle durch die eidgenössische Finanzkontrolle. Sie unternimmt Missionen und prüft nicht nur, ob die Rechnungen stimmen, sondern auch, ob die Mittel nach dem Wirtschaftlichkeitsprinzip eingesetzt werden.

Eine weitere Kontrolle erfolgt durch die GPK. Sie kennen den Bericht über Nepal und den neueren Bericht über Kamerun und die Mischkredite. Wir sind jederzeit bereit, die GPK zu unterstützen, wenn sie wieder solche Kontrollen und die damit verbundenen Dialoge einleiten will.

Zu Herrn Rychen: Das erklärte Ziel der OECD ist 0.7 % des Bruttosozialproduktes. Die Schweiz und die USA haben einen Vorbehalt gemacht, weil wir wussten, dass wir dieses Ziel nicht in absehbarer Zeit erreichen würden. Das Ziel von 0,35 %, das sich die Schweiz schon für 1985 gesteckt hatte, ist der Durchschnitt der CAD, welcher durch die bescheidenen Leistungen der USA stark hinuntergedrückt wird. Ein Vergleich mit den europäischen Leistungen wird immer aktueller; die europäischen Staaten erbringen einen Durchschnitt von 0.49 % des Bruttosozialproduktes für öffentliche Entwicklungshilfe.

- 14 -

Zur Frage öffentlichrechtliche oder privatrechtliche Anstellung der Mitarbeiter der DEH: Was in der Botschaft vorgeschlagen wird, ist keine Umgehung der Personalplafondierung. Wir sehen vor, den Anteil der privatrechtlich angestellten Mitarbeiter in der Zentrale schrittweise zu erhöhen, um die Rotation zwischen Feld und Zentrale zu erleichtern. Es ist im Interesse der Leute, die zwischen Feld und Zentrale wechseln, dass sie im gleichen Statut bleiben können. So können wir schrittweise das Personal erhöhen, aber in völliger Transparenz. Es ist ausserordentlich wichtig, dass wir nach diesem System über vier Jahre sorgfältig planen können und nicht immer bis im Dezember bangen müssen, um zu wissen, welche zusätzlichen Stellen wir erhalten. Die Qualität des Personals, das wir brauchen, setzt voraus, dass wir diese Leute langfristig gewinnen und systematisch rekrutieren können.

Zu Frau Bär: Die departementsübergreifenden Diskussionen laufen nicht immer problemlos; aber die Zusammenarbeit hat sich in den letzten Jahren sehr stark intensiviert und verbessert. Derartige Diskussionen funktionieren nur, wenn genügend Personal da ist, um entsprechende Dokumente vorzubereiten.

Zu Herrn Mühlemann: Die Baker-Brady-Konzepte zur Entschuldung funktionieren bis zu einem gewissen Grade für die hochverschuldeten Länder mit mittlerem Einkommen; aber für die ganz armen Länder, die vor allem Schulden aus öffentlicher Hand haben, müssen andere Massnahmen getroffen werden. Es sind ja in Toronto Beschlüsse gefasst worden, dass Entlastungen durch Zinsreduktionen erfolgen können. Aber da muss noch mehr getan werden. Auch das EDA steht der Petition der Hilfswerke positiv gegenüber.

Uebrigens wurden kürzlich erstmals zwei Botschaften, diejenige des BAWI und die des EDA, an einer gemeinsamen Pressekonferenz von Herrn Bundesrat Felber und Herrn Bundesrat Delamuraz der Presse vorgestellt. Das zeigt, dass der Bundesrat das als ein ganzheitliches Problem ansieht, das nicht Entwicklungshilfe heisst, sondern Entwicklungszusammenarbeit oder Entwicklungspolitik.

Zur Koordination mit den Entwicklungsdiensten anderer Länder und zum Besuch von Herrn Rebnik: Gerade in der Türkei haben wir Abklärungen eingeleitet für gemeinsame Einsatzmöglichkeiten, z.B. für Hilfen an Rückkehrer. Alles, was wir bisher von der GTZ (Entwicklungszusammenarbeit der BRD) gelernt haben, zeigt, wie ausserordentlich schwierig und aufwendig diese Aktionen sind, die in Ostanatolien mit der Zeit möglicherweise Arbeitsplätze schaffen könnten. In der Türkei sollten ja jedes Jahr 400'000 Arbeitsplätze geschaffen werden, um die Bevölkerungsvermehrung auszugleichen - die Türkei hat immer noch 3 % Bevölkerungszunahme pro Jahr, und mehr als die Hälfte der Bevölkerung ist weniger als 20 Jahre alt.

Zu Herrn Frey: Es ist selbstverständlich, dass die Qualität eine Voraussetzung ist für mehr Qualität. Ihren Vorbehalt gegenüber dem Drittel der Mittel, welcher an multilaterale Projekte vergeben wird, teile ich nur bei Organisationen, wo wir unsere Zweifel haben. Oft haben wir aber keine Alternative; denn die multilaterale Hilfe geht Probleme an, die wir bilateral nicht angehen können. Gerade bei

- 15 -

Strukturanpassungsprogrammen reicht der punktuelle Ansatz, den die bilaterale Hilfe bieten kann, nicht aus.

Die geographische und sektorielle Konzentration werden wir weiterführen. Wie Sie auf Seite 134 sehen, sollen in der Periode 1991 bis 1994 65 Prozent der Mittel in den Schwerpunktländern eingesetzt werden.

Zu Frau Bäumlín: Es ist klar, dass Bildung und Ausbildung weiterhin eine zentrale Bedeutung behalten werden. Wir hoffen, dass wir hier neue Wege gehen können im Bereich der Zusammenarbeit zwischen Universitätsinstituten, zwischen der Akademie der Naturwissenschaften und der Geisteswissenschaften. Eine Arbeitsgruppe ist daran, eine Bestandesaufnahme der Kontakte zu machen und Möglichkeiten zur Verstärkung der Zusammenarbeit aufzuzeigen. Solche Arbeiten setzen nicht viel Geld um; aber sie brauchen viel und sehr qualifiziertes Personal. Es geht darum, die Eigenkapazität der Institute in der Dritten Welt zu verstärken. Sie sollen besser in der Lage sein, ihren Regierungen zu helfen, Programme wie z.B. Strukturanpassungsprogramme, durchzuführen.

Zu Frau Segmüller: Ich bin froh über das, was Sie über die Abstützung und die Bedeutung dieser Botschaft gesagt haben.

Zu Frau Grendelmeier: Mir geht es weniger um das Image der Schweiz als um das Resultat. Es geht um die langfristige Sicherheit der Gesellschaft, auch der schweizerischen Gesellschaft, die im gleichen Boot sitzt wie alle anderen, denen es weniger gut geht.

Zum Präsidenten: Wenn wir die nötige Bewegungsfreiheit erhalten, wie sie hier vorgeschlagen ist, sind wir zuversichtlich, dass wir auch die geeigneten Persönlichkeiten gewinnen können. Denn unsere Arbeit ist attraktiv. Wenn uns eine langfristige Personalplanung ermöglicht wird, werden wir auch diesen Auftrag erfüllen können. Wir haben übrigens eine Stiftung gründen können, die die Berufsberatung und die Rückkehrerberatung auf eine professionelle Basis stellt, und die im Laufe dieses Jahres in einem Zentralbüro in Biel ihre Aktivität aufnehmen wird. Ueber das Netz der schweizerischen Berufsberater soll diese Stelle die Rekrutierung und Information für uns durchführen.

Wilhelm: Indien ist tatsächlich ein Schwerpunktland. In den letzten 3 Jahren wurden 108 Millionen in Indien eingesetzt; für ein Land von über 800 Millionen Einwohnern ist das eher ein Tropfen auf einen heissen Stein, und eine sektorielle Konzentration ist unerlässlich.

Welches sind nun die Sektoren, wo wir etwas bieten können? Einen sehr grossen Effekt hat unser Programm mit der nationalen Agrarbank; dieses Bankensystem hat einen Einfluss auf 15'000 weitere Banken und kann einen grossen Schneeballeffekt haben bei der Finanzierung von Kleinindustrie in ländlicher Gegend. Auch im Gebiet der Viehzucht liegen Möglichkeiten: Die langfristigen Erfahrungen, die im Kerala-Projekt gemacht werden, können auch in anderen Regionen Indiens umgesetzt werden.

- 16 -

Indien ist tatsächlich eine Grossmacht; aber wir dürfen nicht vergessen, dass Indien 90 % der ganzen Entwicklungsausgaben selbst finanziert. Auch beteiligen wir uns nicht an der Entwicklung des modernen Indiens, sondern des armen Indiens. Das Gebiet der Seidenproduktion z.B. wird massiv unterstützt, in Zusammenarbeit mit der Weltbank, wo wir gleichzeitig unsere Verpflichtungen gegenüber der IDA abgelten. In diesem Bereich ist es möglich, dass die Erfahrung des schweizerischen Consultings weitergegeben wird und auf der Basis des Weltbankprojektes einen viel grösseren Streueffekt hat, als das unsere eigene bilaterale Hilfe möglich machen würde. 90 % der Seide wird in Indien selbst abgesetzt. Es besteht genügend Kaufkraft, damit dieses Produkt im Lande selbst vermarktet werden kann, und das ist die Voraussetzung, um auf breiter Basis etwas zu schaffen. Durch die Seidenproduktion können etwa 14 Leute pro Hektare beschäftigt werden. Auch haben in diesem Sektor die Frauen eine Einnahmemöglichkeit und spielen eine wichtige Rolle. Sie sind in Kooperativen organisiert, und es besteht so die Möglichkeit zur Ersparnisbildung. In diesem Sinne halte ich einen Einsatz auch in diesem Land für gerechtfertigt.

Zu den Frauen: In vielen Projekten wird ihnen dazu verholfen, dass sie mehr Zeit haben. Sie müssen weniger Zeit aufwenden für die Beschaffung von Holz und von Wasser, und können entsprechend mehr Zeit einsetzen für Erziehungsfragen. Das wirkt sich automatisch aus auf die ganze Bevölkerungssituation.

Zu Herrn Rychen: Die Auslagerung auf Entwicklungshilfeorganisationen hat ihre Grenzen. Wir haben eine Delegation an Intercooperation und an die Hilfswerke gemacht; wichtige Regieträger sind auch die internationalen Organisationen, mit denen wir in Kofinanzierung zusammenarbeiten. Um diese Projekte zu kontrollieren und eine gute Auswahl zu gewährleisten, brauchen wir aber einen minimalen Stab von gut qualifizierten Leuten in der Zentrale.

Zu den Strukturanpassungen: Die Umstellungen, die jetzt - glücklicherweise - in verschiedenen Ländern vorgekommen sind, haben zu einer Dezentralisierung und Demokratisierung geführt. Sehr viele Programme, die wir unterstützen, bringen eine Umstellung auf Marktwirtschaft. Das setzt eine enge Zusammenarbeit der Geberländer in ihrer Haltung gegenüber der Politik einzelner Länder voraus. Ein Beispiel ist Benin, eine Volksrepublik, die aufgrund der Diskussionen zu den Strukturanpassungen dazu gekommen ist, Bedingungen zu erfüllen; man hat sich verpflichtet zur Respektierung der Menschenrechte. Später kamen die demokratischen Umwälzungen, die zur Bildung einer neuen Regierung geführt habe; heute kann man auf einer anderen Basis zusammenarbeiten. Es gibt solche hoffnungsvollen Fälle; aber diese Demokratisierungsbewegungen müssen unterstützt werden können. Das braucht Mittel, die wir sehr selektiv einsetzen müssen.

Zur Langfristigkeit: Immer wieder machen wir die Erfahrung, dass 5 bis 10 Jahre gearbeitet werden muss, bis sich ein Projekt realisiert, bis es begonnen werden kann.

- 17 -

Die Qualität ist überall unsere Richtschnur, auch bei der Selektion der zukünftigen Projekte. Trotz der Erweiterung der Rahmenkredite werden wir uns sehr selektiv verhalten und sehr viele Absagen erteilen müssen. Wir sind natürlich selbst sehr interessiert am Erfolg unserer Aktionen und begrüßen die Kontrollmassnahmen, die Sie verschiedentlich angesprochen haben.

Rychen: Aus beruflichen Gründen muss ich mich jetzt entschuldigen. Ich bin überzeugt von dieser Botschaft und stimme dem Kredit zu.

Mühlemann: Danke für die sehr sorgfältige Beantwortung unserer Fragen. Zu Frau Bäumlin und Frau Segmüller: Ich habe noch nie gesagt, dass Entwicklungshilfe in Herkunftsländer von Asylbewerbern zulasten der Entwicklungszusammenarbeit gehen soll. Aber die Frage der Definition eines Landes, mit dem man Entwicklungspolitik betreibt, wird immer schwieriger. Sie können nicht global die Länder einteilen. Bei der Auswahl der Schlüsselländer spielt auch der Zufall mit, und es können sehr viele Ungerechtigkeiten vorkommen. Unsere Entwicklungshilfe ist entweder vollständig oder gut. Wir müssen den Mut zur Lücke haben; dieser Mut schliesst auch ein, dass wir Experimente machen und z.B. ein Land wie die Türkei in der differenzierten Betrachtungsweise zum Teil als Entwicklungsland betrachten müssen, nämlich Ostanatolien, wo 60 - 70 % der Menschen unter dem Existenzminimum leben. Auch Rumänien als ganzes muss wohl teilweise zur Dritten Welt gezählt werden.

Der Präsident stellt fest, dass Eintreten nicht bestritten ist. Es folgt die Abstimmung über den Bundesbeschluss über die Weiterführung der technischen Zusammenarbeit und der Finanzhilfe zugunsten von Entwicklungsländern (S. 139). Titel und Ingress, Artikel 1, 2 und 3 werden einstimmig angenommen.

Für den Beschluss

Einstimmigkeit

Präsident zu Traktandum 5, Petition betreffend Kürzung der Entwicklungshilfegelder (ECO-POP): Zu diesem Geschäft liegen noch eine Resolution und ein Brief vor; auch ein Begleitschreiben von Herrn Bundesrat Felber liegt ihren Unterlagen bei. Ich schlage vor, dass wir beantragen, von diesen beiden Schreiben Kenntnis zu nehmen und sie als erfüllt zu betrachten. - Die Kommission ist mit diesem Antrag einverstanden.

Vertraulich

NATIONALRAT
Kommission für auswärtige
Angelegenheiten

3003 Bern, Juni 1990

TEILPROTOKOLL 3

der Sitzung vom 29. Mai 1990, 08.00 - 12.10 h,
in Bern, Parlamentsgebäude, Zimmer 87

TAGESORDNUNG

6. Bericht der Kommission über die Pa.Iv.
Südafrika. Genehmigung

Rapport de la Commission sur l'initiative
parlementaire concernant l'Afrique du Sud.
Approbation

7. Verschiedenes

Divers

TEILNEHMER

Präsident: Bundi

Anwesende Mitglieder:

Auer, Bär, Bäumlin, Bircher, Burckhardt, Cevy,
Dietrich, Euler, Frey Walter, Grassi,
Grendelmeier, Mühlemann, Petitpierre, Rohrbasser,
Rychen, Segmüller, Segond,

Entschuldigt:

Loretan, Portmann, Wyss Paul, Zbinden Paul,
Ziegler

Sekretariat:

H. Magnin

Protokoll:

Frau Stauffer (d), Frau Baessler (f)

- 1 -

Präsident: Die parlamentarische Initiative zu Südafrika wurde ja materiell schon im Februar behandelt. Sie wurde zur Behandlung im Rat angemeldet; aber man hat sie nicht berücksichtigt, auch diese Mal nicht. Auch bei uns gab es Verzögerungen: Unser früherer Sekretär Herr Aebi hat seine Unterlagen an Herrn Magnin weitergegeben, der den Bericht geschrieben und die Begründung von Seiten des Initianten eingeholt hat. Auf die Länge des Berichtes kommt es nicht an, da es im Rate ohnehin noch zur Debatte kommen wird, wo auch noch zusätzliche Akzente gesetzt werden können.

Dietrich : Ich rede im Namen aller cvp-Vertreter in dieser Kommission. Der Verfasser scheint eher boykottfreundlich gesinnt; die Argumente der Mehrheit unserer Kommission wurden etwas knapp dargestellt, beispielsweise, dass Parlament und Bundesrat 1987 sehr klar Stellung genommen haben gegen Boykottmassnahmen. Dadurch, dass dieser Bericht in der Frühjahrs- und in der Sommersession nicht zur Sprache kommt, ist er inzwischen überholt. Die Mehrheit ist der Meinung, dass die Politik des Herrn De Klerk glaubwürdig und zu unterstützen ist. Es stellt sich die Frage, ob nach dem Besuch des Herrn De Klerk der Bericht nicht aktualisiert werden müsste.

Inzwischen haben wir auch gesehen, dass Boykotte kontraproduktiv sind - siehe Litauen beispielsweise.

Bäumlin: Der Minderheitsantrag läuft unter meinem Namen, nicht unter dem von Frau Bär.

Ich habe nichts dagegen, dass die Mehrheitsposition aktualisiert wird. Mit dem Minderheitsbericht bin ich so weit zufrieden; falls eine Aktualisierung auch da nötig wäre, würde ich sie in die Debatte einbringen.

Mühlemann: Die Akzentuierung im Bericht ist nicht richtig. Ich schlage vor, dass Herr Auer den Bericht überarbeitet.

Auer: Ich danke für diese Strafarbeit. Der Bericht befriedigt mich nicht. Es fehlen wesentliche Argumente; vor allem fehlt die Grundsatzfrage: Dürfen wir nur noch wirtschaftliche Kontakte pflegen mit Ländern, die Demokratien sind und die Menschenrechte hochhalten? Das ist keine moralische Frage. Wenn Sie die Frage bejahen, können Sie nicht mehr mit vielen Ländern Handel treiben. In der Schweiz werden Dienstverweigerer eingesperrt - das verstösst auch gegen die Menschenrechte -; somit können Sie nicht einmal mehr Binnenhandel treiben.

Für mich ist die Aktualisierung sekundär. Mir geht es um den Grundsatz, dass wir keine wirtschaftlichen Sanktionen ergreifen. Wenn Sie diesen strengen Massstab anlegen, gibt es mindestens 12 Länder in Afrika, wo die Menschenrechte noch viel schlimmer verletzt werden als in Südafrika. Indien hat zwar eine schöne Verfassung; aber in der Praxis ist die Rassenverfolgung viel ärger als in Südafrika. - Ich möchte nur einen Entwurf machen und diese Frage in den Vordergrund stellen; das Thema soll dann in der nächsten Sitzung wieder diskutiert werden.

- 2 -

Präsident: Sind Sie damit einverstanden, dass Herr Auer uns schriftlich seine Überlegungen, die in die neue Fassung des Berichtes einfließen sollen, zukommen lässt?. Der neue Bericht wird dann an alle Kommissionsmitglieder verschickt zur Genehmigung. Wenn jemand noch Einwendungen hat, werden wir den Bericht nochmals an einer Sitzung diskutieren.

Bäumlin: Wenn der neue Bericht grundsätzlich neue Akzente setzt, muss der Minderheit Gelegenheit gegeben werden, darauf zu reagieren.

Der Präsident leitet über zu Traktandum 7, Verschiedenes.

Segmüller: Gemäss Verteiler haben alle von uns die Fotokopie erhalten eines Briefwechsels des Verbandes der schweizerischen Gemüseproduzenten mit dem BIGA. Die Gemüsebauern machen das Angebot, pro Jahr 30 Lehrlinge aus den osteuropäischen Staaten für eine volle, dreijährige Ausbildung in die Schweiz zu holen. Die Antwort des BIGA ist niederschmetternd: Das seien nicht die traditionellen Rekrutierungsländer; zudem würden Lehrlinge wie Fremdarbeiter behandelt und nicht wie Flüchtlinge, und die Kantone würden da vermutlich nichts von ihren Kontingenten abgeben. Ich habe Herrn Bundesrat Felber eine Kopie gegeben, und ich werde selber noch Kontakt aufnehmen mit dem BIGA. Ich möchte hier festhalten, dass wir uns für eine Koordination der Hilfe, wie wir sie mit den Krediten für Osteuropa wollen, und für neue Massnahmen einsetzen.

Präsident: Mir ist dieser Briefwechsel nicht bekannt.

Frey: Dieser Punkt wurde hier schon einmal aufgebracht. Er wäre wertvoll genug, dass wir ihn zu einem Traktandum machen. Hilfe zur Selbsthilfe ist ja ein wunderschöner Satz - aber man muss es leben. Ob bei den Massnahmen, die die Gemüsebauern vorschlagen, noch etwas Eigennutz dabei ist, spielt gar keine Rolle. Ich könnte mir ein ähnliches Vorgehen auch in der gewerblichen Branche und in kaufmännischen Berufen vorstellen; wir sollten uns überlegen, wie wir beim BIGA eine Ausnahmegenehmigung erhalten könnten. Die Wirtschaft ist heute bereit, jemanden auszubilden, ihm ein Jahr lang auch einen Lohn zu zahlen; damit kann auf die beste und billigste Art geholfen werden, die Arbeitslosigkeit in diesen Ländern zu bekämpfen. Diesen Punkt müssen wir traktandieren. Hier können wir wirklich etwas Braves tun.

Präsident: Die meisten Mitglieder kennen diesen Briefwechsel nicht. An sich gehört diese Frage in den ganzen Korb von Problemen im Zusammenhang mit den Massnahmen gegenüber Osteuropa; dort hat es noch andere Beispiele, die ein wenig umstritten sind. Aber wir werden den Punkt traktandieren.

Dietrich: Auch das Gastgewerbe ist beim BIGA vorgestossen, um Lehren durchzuführen. Es besteht natürlich schon die Gefahr, dass man auf diese Weise billige Arbeitskräfte hereinholt. Das BIGA findet, dass das Berufsbildungsgesetz auch bei flexibelster Auslegung nicht die richtige Grundlage für eine solche Aktion ist. Man spricht heute eher von Ausbildungskursen, nicht von einer offiziellen Berufslehre. Denn die

- 3 -

Berufslehre in der Schweiz ist verbunden mit einer speziellen Sorgfaltspflicht und Jugendschutzproblemen; es tauchen sofort die Fragen auf nach der Unterkunft dieser Leute, der Verpflegung und der Freizeitgestaltung.

Aber sicher haben sich Herr Hug und seine Mitarbeiter Gedanken zu dieser Frage gemacht, und wir sollten die aktuelle Haltung des BIGA zu diesen Problemen einholen.

Schaller: Alle Angebote für die osteuropäischen Länder werden normalerweise in der Arbeitsgruppe SOME (Soforthilfsmassnahmen für die ost- und mitteleuropäischen Länder) behandelt. In dieser interdepartementalen Arbeitsgruppe sind alle Direktionen und Aemter vertreten, die mit diesen Hilfsmassnahmen befasst sind. Ich schlage vor, diesen Punkt auf die Traktandenliste der nächsten SOME-Sitzung zu nehmen, und in der nächsten Kommissionssitzung uns allgemeine über die Kriterien und Modalitäten der Umsetzung von Hilfsmassnahmen informieren lassen würden. Wir könnten den Chef dieser Arbeitsgruppe, Botschafter Jenö Staehelin, aufbieten und eventuell auch einen Vertreter des BIGA beiziehen.

Präsident: Einverstanden. Den Briefwechsel könnten wir als Unterlage mitgeben und in diesem Zusammenhang diskutieren.

Bäumlin: Wäre es möglich, diese Massnahmen gegenüber Ost- und Mitteleuropa auszuweiten und die Ausbildungsproblematik im Flüchtlingsbereich einzubeziehen? Beispielsweise habe ich versucht, einen Studenten, der von einer türkischen Universität gefolgt ist, weil er Kurde ist, hier studieren zu lassen. Nicht die finanziellen Fragen, sondern ganz andere Argumente wurden vorgeschoben zur Begründung der Ablehnung.

Präsident: Man kann ein zusätzliches Traktandum schaffen: Modalitäten und Kriterien für die Beiträge an die Flüchtlingshilfe.

Das Dokument "Verband für die soziale Verteidigung der Kongoschweizer", das in Ihren Unterlagen war, brauchen wir nicht zu besprechen. Es soll eine Ad-hoc-Kommission zu dieser Frage eingesetzt werden, die eine besondere Botschaft ausarbeiten wird.

Die nächste Sitzung findet statt am 16. August 1990 von 10.00h bis ca. 17.00h.